

tribune internationale

N° 6 - Juillet-août 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

La logique de Begin-Reagan :

LE GENOCIDE DU PEUPLE PALESTINIEN

(lire page 2)



Beyrouth.



18 juin 1982 à Paris : le cortège du Parti communiste internationaliste dans la manifestation contre l'agression israélienne.

Amérique centrale

*Nicaragua, trois années
de révolution
(pages 7, 8 et 9)*

*Crise de la dictature
et mouvement des masses (page 11)*

Brésil

Portugal

*« Le Parlement est souverain,
le peuple l'est plus encore. » (page 13)*

*La politique de N. Moreno
à l'épreuve des faits (voir supplément)*

Argentine

POLOGNE

*Après six mois d'état de guerre,
Jaruzelski est tenu en échec
par la résistance révolutionnaire
de tout un peuple.*

*La bureaucratie
s'acharne aujourd'hui
sur l'avant-garde
du peuple travailleur de Pologne !*

*Plus que jamais,
à l'action
pour la défense
de tous les militants
frappés par la répression !*

(Dossier Pologne, pages 4, 5 et 6)



Le 1^{er} mai 1982 à Szczecin.

ARGENTINE

Après l'agression impérialiste

L'IMPERIALISME anglais pavoise : les Malouines sont reconquises. L'utilisation massive des moyens de destruction les plus modernes, la mobilisation de la majorité des unités opérationnelles de la troisième flotte de guerre du monde, l'appui diplomatique, économique, logistique de l'impérialisme américain et des bourgeoisies impérialistes d'Europe ont permis à Thatcher de remporter une victoire militaire.

La sinistre Mme Thatcher exulte en assurant qu'à nouveau la Grande-Bretagne est « grande ». La sauvage répression contre le peuple irlandais, l'assassinat de ses militants ne suffisaient pas à assurer sans doute cette « grandeur » telle que la conçoit Mme Thatcher ; il lui a fallu les centaines et les centaines de morts d'une vraie guerre...

Mais les rododontades n'abolissent pas les réalités et le déclin de l'impérialisme britannique n'est pas pour autant enravé. Pas plus que la lutte des classes — malgré le déchaînement chauvin orchestré avec l'aide de la majorité de la direction du Labour Party. La menace d'une grève générale des cheminots, qui serait la première depuis 1955, suffirait à le rappeler.

Par le fer et le feu, le gouvernement Thatcher a momentanément préservé sa domination sur l'un des vestiges de son empire. Il a imposé sa loi, la loi du brigandage impérialiste. Il n'a pas mené une guerre contre la junte militaire au pouvoir depuis 1976 qu'il avait toujours entourée de sa sollicitude, il a mené cette guerre contre les légitimes aspirations nationales du peuple argentin, décidé à en finir avec la domination britannique sur une fraction du territoire argentin, décidé à en finir avec la domination impérialiste sous toutes ses formes.

Il a mené, répétons-le, une vraie guerre. Les combats ont été sanglants non seulement sur mer et dans les airs, mais à terre. Les combats ont été durs autour de Port-Darwin, après le débarquement britannique, et autour de Port-Stanley, avant la reddition. Appuyée par une colossale puissance de feu aérienne et navale, l'armée britannique a engagé ses unités « d'élite », c'est-à-dire en particulier celles qui se sont illustrées par leur rôle dans la répression du peuple irlandais.

Pour bien des commentateurs, l'affaire est maintenant réglée, la parole est aux diplomates. Mais le coup porté par la violence armée aux droits nationaux du peuple argentin a provoqué en Argentine une extraordinaire mobilisation des masses contre l'impérialisme et contre la dictature qui a confirmé son caractère d'ennemi du peuple argentin et de soumission à l'impérialisme.

Sans hésitation, le peuple travailleur d'Argentine désigne le responsable « intérieur » de la défaite : le gouvernement militaire dans son ensemble, et la substitution d'un général à un autre n'apaisera pas la colère du peuple.

Tout peut se résumer dans cette phrase d'un jeune conscrit fait prisonnier aux Malouines et revenu à Buenos Aires : « Je suis prêt à retourner me battre, mais si l'on me donne un fusil. » Il exprimait la ferme volonté des masses de ne pas accepter le « diktat » impérialiste et de chasser la dictature militaire.

C'est cette même volonté qui, dès l'annonce de la reddition de Port-Stanley, s'exprimait dans les rues de Buenos Aires. Environ 40 000 manifestants se rassemblaient, scandant : « Les soldats se sont battus, les généraux se sont vendus » ; « Galtieri assassin, Galtieri traître ! » Galtieri devait renoncer à parler à la foule du balcon du palais gouvernemental. Les manifestants tentaient alors de pénétrer dans le palais. La police ouvrait le feu. Les manifestants continuaient à occuper les rues avoisinantes aux cris de « Vous n'avez du courage que pour tirer sur le peuple ! »

En hâte et dans la confusion, la junte « démissionnaire » Galtieri et le remplaçant par l'un des plus féroces bourreaux de l'état-major, le général Cristino Nicolaidese...

Mais ce n'était que le début d'une crise qui a abouti à la dislocation de la junte qui détient le pouvoir depuis 1976. Généraux et amiraux se rejetaient réciproquement la responsabilité du désastre. Et ce n'est qu'au bout d'une semaine que l'armée de terre — dont la hiérarchie est elle-même divisée — imposait son candidat, le général Bignone, les représentants des autres armes, la marine et l'aviation, se retirant des responsabilités gouvernementales.

Bignone a aussitôt assuré qu'il allait autoriser à nouveau les partis politiques à exercer leur activité. Il est question d'un gouvernement de « transition » associant militaires et civils. Devant la profondeur de la crise, les partis de la bourgeoisie se sont portés au secours de la dictature, comme d'ailleurs le PC argentin qui osait dénoncer la manifestation du 15 juin comme l'œuvre de provocateurs. Le dirigeant de l'Union civique radicale en appelait à la responsabilité de la junte, lui demandant de préserver sa « cohésion » afin de « contrôler les événements en cours ».

Mais c'est le *Financial Times* — journal du grand capital financier britannique — du 26 juin qui constatait avec crainte que « l'Argentine est aujourd'hui incontrôlable ». Le départ de Galtieri, la nomination de Bignone ne régleront rien. Les masses argentines — et d'abord la classe ouvrière — amplifient leur mobilisation contre l'impérialisme et contre la dictature militaire. Là est la réalité majeure que l'on ne peut effacer.

C'est ce même mouvement qui s'est traduit dans la manifestation du 30 mars (quatre jours avant le débarquement des forces armées argentines aux Malouines) défiant la dictature, dans les manifestations d'avril et de mai, et qui s'est amplifié dans la formidable manifestation du 15 juin. La profondeur de la crise en Argentine amorce une nouvelle phase du développement de la lutte des classes, pas seulement en Argentine même, mais à l'échelle de toute l'Amérique latine.

F.F.

LIBAN : LA « SOLUTION FINALE » DE BEGIN ET REAGAN

Une entreprise de génocide

Le 6 juin dernier, l'Etat d'Israël a attaqué à nouveau le Liban ; cette fois à une grande échelle, employant toute la puissance de son armée et de ses forces aériennes et navales.

Dès le début de l'attaque, les Palestiniens se sont trouvés seuls contre la machine de guerre israélienne, les forces syriennes ayant reculé pour laisser la place libre aux Israéliens. « Les buts de guerre » de Begin s'imposaient nettement : c'était l'organisation d'un véritable génocide contre la population palestinienne du Liban, l'écrasement militaire de l'OLP. Et tous les « Etats arabes » laissaient faire. Le gouvernement israélien a l'intention d'imposer son propre contrôle sur le « gouvernement » libanais, à la place du contrôle syrien.

APRES que l'armée israélienne ait pénétré jusqu'à Beyrouth, le 11 juin a été proclamé un premier cessez-le-feu entre Israël, la Syrie et le prétendu gouvernement du Liban, excluant l'Organisation de libération de la Palestine. Un deuxième cessez-le-feu a été proclamé le jour suivant, cette fois avec l'OLP. Mais il n'a pas empêché que l'armée israélienne continue ce qu'elle appelle les « opérations de nettoyage ». Depuis, d'autres « cessez-le-feu » ont été annoncés. Ils n'ont pas empêché, mais au contraire accompagné, une recrudescence de l'action militaire israélienne, le blocage de Beyrouth-ouest et des camps palestiniens.

Les deux cessez-le-feu ont été orchestrés par l'ambassade américaine à Beyrouth avec l'objectif d'éviter que la situation ne se complique par des bouleversements politiques dans les pays du Proche-Orient, ce qui est un danger permanent pour l'impérialisme, au moment où il utilise comme fer de lance l'armée israélienne.

Dans ces conditions, l'impérialisme, avec l'aval de la bureaucratie du Kremlin et la complicité directe de la Syrie et du « gouvernement » libanais, utilise le cessez-le-feu pour diminuer les risques de son travail d'extermination, cherchant à établir une situation où les combattants palestiniens restent seuls contre l'armée israélienne dans la partie du Liban qu'elle a envahie. Il y a là un grand travail de « nettoyage » à entreprendre au compte de l'impérialisme.

En Palestine occupée, la population, en dépit de la féroce répression, a réussi à réaliser deux manifestations contre le massacre au Liban. Dans ces manifestations, il y a eu de nouveaux morts et blessés qui viennent s'ajouter aux milliers du Liban. La guerre menée par Israël ne se limite pas à l'attaque contre les combattants palestiniens. Elle est dirigée contre toute la population civile, qui est soumise à des bombardements incessants qui ont pour objectif de l'exterminer par tous les moyens. Les victimes sont particulièrement nombreuses parmi les femmes et les enfants.

En Israël, la protestation contre la sauvage agression au Liban ne s'est pas limitée à la riposte de la population des territoires occupés. Certes, il s'agit d'une fraction limitée, mais des travailleurs et des jeunes juifs d'Israël ont courageusement manifesté contre l'intervention au Liban, à Tel-Aviv et à Jérusalem, où des manifestants ont scandé : « Nous sommes tous des Palestiniens ! »

De concert avec l'impérialisme US

L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, chacun avec ses moyens particuliers, contribuent à maintenir cette situation, où l'Etat d'Israël continue à avoir les mains libres pour massacrer le peuple palestinien.

Ce massacre se réalise avec la complicité de Moubarak en Egypte — qui est aujourd'hui un des principaux pions de Reagan dans la région — et la complicité de Hafez Assad en Syrie — armé par la bureaucratie du Kremlin —, qui partage la protection de l'Etat fantomatique du Liban avec Israël et les milices chrétiennes.

L'attaque israélienne au Liban s'est réalisée juste après la grève générale nationale en Palestine — des deux côtés de la frontière de l'ancienne « Cisjordanie » occupée —, exprimant le fait que

la lutte des masses palestiniennes arrivait à un niveau plus élevé de développement (1).

Cette grève générale venait de montrer que tout l'équilibre soigneusement construit dans les accords qui ont abouti à la restitution du Sinaï à l'Egypte ne pouvait plus se maintenir. Alors, Israël, de concert avec l'impérialisme US, a monté l'opération militaire qui a débuté par l'attentat contre l'ambassade israélienne à Londres. Il s'est avéré que l'OLP n'a rien à voir avec cet attentat. Mais cela ne pose pas de problèmes pour l'impérialisme. Les actes de provocation n'ont pas besoin d'être parfaits pour jouer leur rôle.

Après que l'armée israélienne se soit mise en marche au Liban, la radio militaire de l'Etat d'Israël expliquait que « de nouvelles réalités politiques ont surgi, qui doivent être exploitées pour permettre le renforcement de la souveraineté libanaise ».

Et la même radio ajoutait que la solution du conflit signifie pour Israël le « retrait de toutes les forces armées étrangères du Liban (syriennes, palestiniennes et israéliennes), et création d'une zone démilitarisée sous contrôle international, ayant une largeur de 40 km à partir du point le plus éloigné du nord d'Israël ».

Dans cet exposé de sa « solution » pour la guerre au Liban — c'est-à-dire l'expulsion du Liban des Palestiniens rescapés de l'opération de massacre —, Israël expose les avantages qu'il a l'intention d'obtenir de l'attentat-provocation de Londres.

Une entreprise de génocide

L'agression israélienne n'est pas seulement dirigée contre la population libanaise et palestinienne au Liban ; elle est dirigée contre les masses exploitées et opprimées du Proche et du Moyen-Orient, plus immédiatement contre l'ensemble du peuple palestinien, y compris en Palestine.

Cette entreprise de génocide montre de la façon la plus brutale le caractère d'Etat militaire artificiellement créé par l'impérialisme pour être son principal instrument de défense de ses intérêts au Proche et au Moyen-Orient, car l'Etat d'Israël est incompatible avec le respect des droits les plus élémentaires du peuple palestinien et des autres peuples du Moyen-Orient. Le sens immédiat de l'agression israélienne est d'aller vers l'extermination des masses palestiniennes au Liban, en préparation de l'approfondissement de la répression à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël.

Mais l'intervention de l'armée israélienne au Liban a créé des contradictions encore plus aiguës qui mettent en question le précaire équilibre politique des Etats limitrophes d'Israël, et plus directement la Syrie — qui a des troupes stationnées au Liban —, avec des répercussions sur tous les Etats de la région, déjà fortement secoués par la chute de la monarchie iranienne en 1979. La récente défaite de l'armée irakienne après son agression contre l'Iran vient ajouter un nouvel élément d'instabilité politique dans cette situation.

Plus de quinze jours après l'entrée des forces israéliennes au Liban, alors que des dizaines de milliers de victimes témoignent de l'ampleur du massacre délibéré, rien n'est réglé. Avec le silence et la complicité des « grandes puissances », le régime de Begin a poursuivi son escalade. A Beyrouth-ouest aujourd'hui, la situation devient catastrophique pour les 600 000 habitants du secteur. Begin a été reçu par Reagan, et l'état se resserre.

Le combat de la nation palestinienne

Le combat de la nation palestinienne pour son existence indépendante est au centre de la situation politique au Proche et au Moyen-Orient. Les plans de l'impérialisme, avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin, vont vers la liquidation physique du peuple palestinien, pour aboutir à l'écrasement du mouvement des masses exploitées et opprimées dans la région.

Les organisations de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se placent au premier rang du combat contre le génocide, pour la défense du peuple palestinien et de ses combattants.

A Paris, dans un meeting organisé le mercredi 16 juin par le Parti communiste internationaliste (section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », le camarade Pierre Lambert expliquait, après être revenu sur le combat des trotskystes pour la Constituante palestinienne :

« Camarades, tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu « Septembre noir » de 1970, le septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avait fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu la guerre en 1973, il y a eu Tall-El-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. Les réalistes vous disent que c'est une utopie que la lutte pour la nation palestinienne, mais pourtant c'est la lutte du prolétariat international, la lutte solidaire des peuples, celle qui seule peut donner la dimension de la libération de l'émancipation, parce qu'elle est la lutte révolutionnaire des peuples du Moyen-Orient, des peuples du Proche-Orient, dont la révolution palestinienne est le fer de lance. Je le répète : parce que nous sommes internationalistes, nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et parce que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous disons : l'Etat d'Israël doit disparaître ! (...)

Ce meeting, nous l'avons convoqué pour combattre, pour expliquer ce qui se passe, ce qui se trame à l'ONU à New York, et ce qui se voit. Un camarade qui m'a précédé nous l'a signalé tout à l'heure, c'est Assad qui explique qu'il est du côté des Palestiniens, mais qui laisse la voie libre à l'écrasement des Palestiniens. Voilà aujourd'hui ce qui se discute à l'ONU. Et il y a 4 millions de Palestiniens, il y a des millions de Libanais qui ne veulent pas subir le joug ; voilà pourquoi il faut manifester notre solidarité.

Ainsi, le peuple palestinien n'a pas retrouvé encore sa patrie. Libanais et Palestiniens sont aujourd'hui massacrés. Alors nous disons, nous, en conformité avec notre programme, en conformité avec notre politique : l'issue, c'est une nation palestinienne avec les deux composantes, arabe et juive, élues par une Constituante, une nation palestinienne dans une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue. »

Pour les masses du Proche et du Moyen-Orient — et pour le mouvement ouvrier du monde entier — la défense des droits fondamentaux du peuple palestinien est un élément central de la lutte contre l'impérialisme.

Halte au génocide !
Les troupes israéliennes
hors du Liban !

A bas l'Etat sioniste !

Pour le droit

à la pleine indépendance

du peuple palestinien !

Constituante palestinienne

souveraine !

Pour les Etats-Unis socialistes
du Proche et du Moyen-Orient !

22 juin 1982

(1) Voir dans *Tribune internationale-La Vérité* n° 5, la déclaration du Secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

La dictée américaine

« Vous connaissez la politique monétaire passée des Etats-Unis. Vous connaissez leur politique actuelle. Alors, vous connaissez aussi leur politique future. » Cette boutade, lancée au soir du sommet de Versailles par le secrétaire américain du Trésor Donald Regan, résume assez bien le bilan de cette huitième réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus riches du monde.

Si on laisse de côté les phrases rituelles sur le « dialogue Nord-Sud » et le rapport français sur l'avenir glorieux de la coopération technologique, écouté avec un intérêt tout juste poli par les autres délégations, le « menu économique » de Versailles comportait deux plats de résistance : la politique monétaire et les relations commerciales avec l'URSS et les autres pays d'Europe de l'Est.

SUR le premier point, les pays européens, le Canada, et dans une moindre mesure le Japon, étaient demandeurs. Dès le vendredi soir, alors que le sommet n'en était encore qu'aux préliminaires, Jacques Delors croyait devoir annoncer à la presse « un accord de coopération monétaire », ayant reçu l'accord « personnel » des délégués américains, et reprenant l'idée française d'une zone de stabilité monétaire liant les monnaies du système monétaire européen, le dollar américain (et donc le dollar canadien) et le yen japonais.

Le communiqué final indique en effet : « Nous travaillerons à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international, par une coopération plus étroite entre les autorités représentant les monnaies d'Amérique du Nord, du Japon et des communautés européennes. »

A cette déclaration d'intention d'une extrême généralité est joint un « engagement monétaire international », également plein de bons sentiments. La phrase clé en est la suivante : « Nous sommes prêts, si nécessaire, à procéder à des interventions sur les marchés des changes pour contrecarrer des situations de désordre... »

Monnaies : le non-engagement américain

Pour apprécier cette phrase, il faut savoir que depuis l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis, les autorités monétaires US ont totalement renoncé à intervenir sur les marchés des changes pour stabiliser le cours du dollar.

Attitude qui pousse à l'extrême la logique de la décision prise en août 1971, lorsque Richard Nixon décida de suspendre la convertibilité en or du dollar.

Ce dollar « flottant », les banques centrales étrangères qui en détenaient ne pouvaient plus en demander la conversion en métal jaune auprès de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Cette mesure signifiait l'arrêt de mort du système monétaire international mis en place en 1947.

Elle signifiait en gros que l'impérialisme américain avait les mains totalement libres pour financer son « expansion » parasitaire par le recours à la planche à billets, en exportant l'inflation chez l'ensemble de ses partenaires économiques. Les conséquences de cette politique ne sont que trop connues : une vague inflationniste mondiale et la création d'une masse incontrôlable de capitaux flottants se déplaçant d'une monnaie à l'autre au gré de la spéculation.

Or, pour en revenir à Versailles, le dollar a pu passer en un peu plus de deux ans de 4,20 francs à 6,30 francs (avant la dernière dévaluation de la monnaie française), sans que les autorités américaines estiment avoir affaire à des « situations de désordre ».

Il est certain que si les Etats-Unis s'étaient engagés à Versailles à rompre avec une pratique vieille de plus de dix ans, en admettant qu'ils en aient la capacité, cela représenterait un événement considérable. Mais il n'en est rien.

A peine éteints les lampions de Versailles, le dollar a continué son



Le « sommet » de Versailles.

ascension sur tous les marchés des changes. Non seulement contre le franc dévalué, mais contre le mark réévalué, contre le franc suisse et le yen, atteignant à Paris, Francfort, Zurich et Tokyo des niveaux records. L'intervention de la Réserve fédérale US (FED), le lundi suivant la dévaluation du franc, alors que le dollar bondissait à Paris de 6,26 F à 6,70 F, était qualifiée par le président du FED lui-même de « peu massive », et demeurerait sans lendemain.

Austérité : le modèle Reagan

Les Etats-Unis n'ont fait aucune concession autre que verbale à Versailles concernant la politique monétaire, parce que l'administration Reagan n'entend pas modifier la politique économique générale qui la sous-tend. Bien au contraire, le communiqué final est un coup de chapeau à peine dissimulé à tous les poncifs de la « doctrine Reagan » en économie.

On y qualifie certes les taux d'intérêts d'« insupportables » (sans mettre en cause nommément ceux pratiqués aux USA), mais leur réduction est conditionnelle : « si nous réussissons dans notre lutte continue contre l'inflation ». Le communiqué recommande « d'urgence des politiques monétaires prudentes », et appelle à maîtriser « davantage les déficits budgétaires ». Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que la main qui a tenu la plume dans cette rédaction est américaine.

La politique « monétariste » menée aux Etats-Unis, qui lie la réduction de l'inflation au ralentissement de la croissance de la masse monétaire en circulation, dissimule une offensive générale pour rétablir les conditions du profit capitaliste. Chômage record depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, désinvestissement dans les secteurs industriels lourds, attaques en règle contre les budgets sociaux, remise en cause des avantages acquis par les salariés après des dizaines d'années de combat, et même baisse des salaires obtenue par le chantage à l'emploi.

Autrement dit, une tentative d'opérer « à froid » et progressivement, en utilisant l'arme des taux d'intérêts élevés, de « l'argent cher », ce que la crise réalisait « à chaud » et brutalement dans le capitalisme « classique ».

En même temps, cette politique, dont les conséquences sont dramatiques aux Etats-Unis mêmes, contraint à s'aligner les gouvernements des pays européens, dont les économies sont loin d'avoir les assises de celles de l'Amérique, et qui le paient d'un affaiblissement relatif sur le marché mondial.

Mais, à la différence de « l'engagement monétaire », le programme d'austérité défendu à Versailles par la délégation américaine n'aura pas tardé à recevoir une illustration concrète. Contrairement de dévaluer le franc, le gouvernement de front populaire français a présenté des « mesures d'accompagnement » reprenant le catalogue traditionnel de l'austérité : blocage des prix et surtout des salaires, réduction des dépenses sociales et augmentation des prélèvements, action sur la masse monétaire et le crédit, etc. D'un côté les mots, de l'autre les faits.

Relations avec l'URSS : Washington fixe les règles

En 1981, les échanges commerciaux de l'Allemagne avec l'URSS ont diminué de 20 %. Ceux de la France de 25 %. Mais ceux des Etats-Unis ont augmenté de 50 %. Ces chiffres, rappelés publiquement à Versailles par Helmut Schmidt, permettent de prendre la mesure du parfait cynisme avec lequel Washington a opéré.

En venant au sommet, les représentants de l'impérialisme américain étaient demandeurs d'une réduction des montants, et d'une augmentation des taux des crédits acheteurs accordés à l'URSS par les pays occidentaux. L'octroi de ces crédits conditionne les grands contrats d'exportation passés avec l'URSS. Par exemple, les énormes contrats impliqués dans la construction du gazoduc Yamal.

Le communiqué de Versailles invite à « gérer avec prudence les relations financières avec l'URSS et les autres pays d'Europe orientale, de manière à assurer qu'elles sont conduites de manière économiquement saine, y compris la nécessité que requièrent les relations commerciales en limitant aussi les crédits à l'exportation ».

La rédaction de ce galimatias a occupé plus de deux heures d'horloge. Le secrétaire américain du

Trésor s'est déclaré « plus que satisfait » de ce texte, qui prévoit un « examen en commun » des relations économiques avec les pays de l'Est, comme il en existe un avec le Cocom en ce qui concerne l'exportation des produits dits « stratégiques ».

Dans sa conférence de presse, Ronald Reagan a mis en valeur cet engagement « d'échange d'informations ». Avant de dire : « Il s'agit d'un mouvement politique dans un cadre économique. » Autrement dit, l'important pour Washington est d'obtenir un meilleur contrôle politique du moyen de pression sur l'URSS que représente la dépendance de son économie, et de celle de ses satellites, à l'égard du marché mondial.

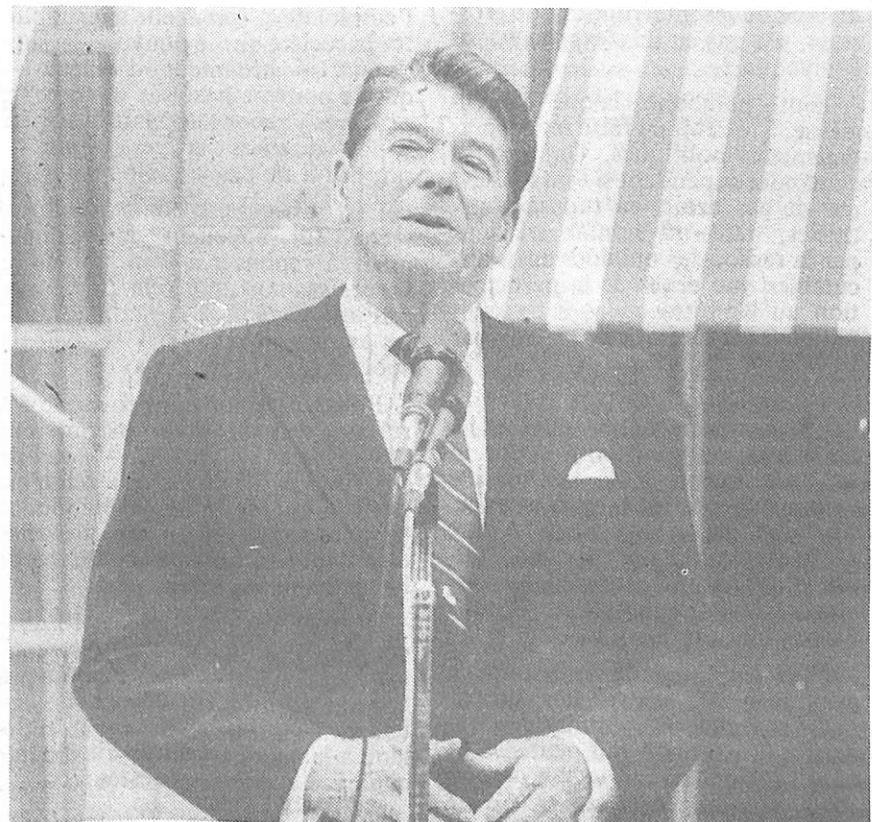
Mais cela s'entend en préservant les intérêts spécifiques du capital américain. Ainsi, pour Reagan, les exportations de grains américains vers l'URSS ne sont pas concernées... puisqu'elles sont payées comptant par l'acheteur !

Encore une fois, les Etats-Unis ont démontré, aussitôt après Versailles, qu'ils ne se payaient pas de mots. L'administration US vient d'étendre aux filiales étrangères des sociétés américaines l'interdiction de livrer ou de fabriquer sous licence du matériel destiné au gazoduc Yamal (Sibérie-Europe occidentale).

On retrouve dans cette affaire le même mélange peu subtil de manœuvre stratégique et de calcul d'intérêts sordides. Le gaz soviétique n'est pas réglé en dollars et il est un fâcheux concurrent pour le surabondant charbon américain.

Dans un autre domaine enfin, pour prouver avec quel sérieux elle considère les appels lancés à Versailles en faveur du « système ouvert de commerce multilatéral », représenté par le GATT (accord général sur le commerce et les tarifs), l'administration US, par le biais de son département du commerce, a décidé le 15 juin d'établir des droits compensatoires sur les importations d'acier en provenance de la CEE !

Après Versailles, la crise d'ensemble du système impérialiste n'est pas enrayée ! Elle ne peut que s'aggraver.



R. Reagan.

POLOGNE

Halte aux procès stalinien ! Libération de Walesa, Baluka, Kuron, et tous leurs camarades !

DOCUMENT

Un débat au sein de Solidarité

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans la presse clandestine de *Solidarité*. Il témoigne, sur un des problèmes fondamentaux de la révolution politique en Pologne, de l'ampleur de la discussion qui se mène aujourd'hui au sein de *Solidarité*. Paru dans le numéro 9 du bulletin *Tygodnik Mazowsze*, cet article aborde l'attitude de l'Eglise en Pologne dans les conditions de l'état de guerre. La rédaction du bulletin le propose comme point de départ d'une discussion pour la compréhension de laquelle les lecteurs de *Tribune internationale* doivent savoir que le représentant de l'Eglise en Pologne, Mgr Glomp, a appelé publiquement les travailleurs à participer aux « Comités civiques de salut national ». Dans le cadre de ces comités, Jaruzelski tente à la fois de briser *Solidarité* comme organisation indépendante et à la fois d'associer le peuple polonais à sa « réforme économique » derrière laquelle il s'agit de porter un coup contre l'économie planifiée en organisant de manière massive les licenciements, la hausse massive des prix et la liquidation de branches entières de l'économie.

COMME toujours, dans les moments dramatiques de l'histoire, les Polonais, croyants et non-croyants, se tournent vers l'Eglise. Ils attendent sa voix et cherchent en elle un appui. Les églises sont aujourd'hui l'unique endroit public où la vérité est de rigueur. C'est là que l'on a lu la lettre des évêques du 13 janvier dans laquelle, pour la première fois, la vérité sur ce qui nous a été imposé en décembre a été dite d'une manière claire et nette. C'est là que l'on a lu le communiqué de la 183^e Conférence de l'Episcopat dans lequel les conditions de l'entente sociale ont été dites sans équivoque.

Dès le début de la guerre, l'Eglise a engagé toute son autorité et aussi d'énormes moyens financiers pour aider les persécutés. Le comité du primat a rendu possible la prise en charge des milliers de prisonniers et de leurs familles. Les prêtres essaient d'atteindre tous les camps avec leur mission pastorale et l'expression de la sympathie humaine. Pour la première fois depuis l'établissement du régime communiste, il a été possible d'obliger le pouvoir à reconnaître aux victimes des répressions politiques le droit au respect et à l'aide de la société.

Le peuple polonais veut la vérité et la liberté (1)

Pourquoi donc rencontre-t-on si souvent des personnes exaspérées et déçues par l'attitude de l'Eglise ? Pourquoi les paroles des représentants de l'Eglise — si attendues de tous — tombent à côté de nos pensées, de nos angoisses et de nos sentiments ?

La population polonaise a voulu prendre part aux décisions concernant son avenir. Elle voulait la vérité et la liberté. Et le 13 décembre, quand il nous a fallu choisir entre la défense de ces valeurs et la résignation, on a entendu dans le sermon du primat, à côté des mots de douleur, qu'on a subi une défaite et qu'il faut l'admettre. On nous a dit qu'il ne faut pas résister à la violence, que la vie constitue le bien suprême.

Combien ont alors pensé qu'il existe des choses plus importantes que la vie et que c'est le christianisme qui nous l'a enseigné ? Des centaines d'ouvriers ont entrepris dans les usines la défense de leur propre vérité et de leur dignité, certains l'ont payé par la mort.

L'Eglise a condamné le procédé qui consiste à forcer les gens à signer les déclarations de loyauté, elle a rappelé qu'elles n'ont aucune valeur juridique. Mais elle a constaté en même temps qu'il est plus difficile de vivre pour la patrie que de mourir.

« Comment vivre ? »

Il reste la question : comment vivre ? Qu'est-ce qui est le plus important : le sentiment de dignité ou le travail ? Est-ce qu'en signant, je choisis le chemin plus difficile ou est-ce que rejette la vertu évangélique du courage ? Est-ce qu'en refusant de signer je choisis d'être fidèle à la vérité ou je fais un geste facile ? Ces problèmes divisent les gens, engendrent des drames et des conflits. Pourquoi l'Eglise, dont le point de vue est capital dans des affaires aussi difficiles que le divorce ou les interruptions de grossesse, n'a pas su ici s'exprimer sans équivoque ?

Toute personne, laïque ou religieuse, a le droit de faire ses propres jugements politiques. On peut se demander cependant si l'on n'abuse pas de ces droits en exposant aux fidèles, dans un sermon transmis par la radio, des opinions aussi discutables que celles de la participation au Comités civiques de salut national (organisations lancées par le WRON - NDLR).

L'Eglise sait plus que nous, elle a accès aux sources d'information et se base sur le bien du peuple — nous devons lui faire confiance. Elle fait beaucoup pour rendre notre vie plus digne, par sa politique peut-être amènera-t-elle le pouvoir à faire des concessions — nous devons lui faire confiance.

C'est l'opinion de beaucoup de gens, mais il y a aussi des catholiques auxquels la politique « au-dessus du peuple » fait peur. On lit dans l'Evangile : « *Que vos paroles soient oui-oui, non-non.* » Ce ne sont pas les paroles de la politique. Est-ce que la politique peut préserver le peuple de la haine ?

Il y a des mots et des actes. Les actes sont plus importants. Mais comme l'Eglise devient l'unique voie d'un peuple vaincu que l'on peut écouter publiquement, alors les mots aussi acquièrent une importance extraordinaire.

« *La dignité de l'homme exige qu'il agisse suivant un choix libre et conscient, c'est-à-dire individuellement, conduit et guidé de l'intérieur, et non pas sous l'effet d'impulsions intérieures aveugles ou encore sous contrainte extérieure.* » (Constitution Gaudium et Spes, Vol. II).

« Ce n'est pas une réponse satisfaisante »

On nous dit toujours de ne pas se laisser gagner par la haine. Mais celui qui peut nous défendre de la haine ne peut pas oublier que c'est le pouvoir qui nous y amène. Les gens tués, torturés, condamnés à des peines inhumaines, arrachés à leurs familles, licenciés de leur travail, arrêtés dans les rues, perquisitionnés, interrogés. Tout autour un mal et outrage immense.

Conscients de nos propres faiblesses, erreurs, on ne peut pourtant pas regarder sans amertume la disparition de distinction entre les *outrageants* et les *outragés*. Nous nous tournons vers l'Eglise en espérant qu'elle nous dise que faire et comment nous défendre. Et nous entendons : ne vous rendez pas à la haine. Ce n'est pas une réponse satisfaisante. Parce que « *là où le pouvoir d'Etat, en transgressant ses droits, opprime les citoyens, que ceux-ci ne lui refusent pas ses prestations exigées objectivement par le bien commun. Mais qu'il leur soit permis de défendre leurs droits et ceux d'autres citoyens, contre les abus du pouvoir, et dans les limites déterminées par les lois naturelles et évangéliques.* » (Gaudium et Spes).

Quand l'Eglise avertit contre l'emploi de la force, elle avertit plutôt la société que le pouvoir, en supposant — justement d'ailleurs — que le pouvoir basé sur la force ne peut pas y renoncer. Mais la société — les ouvriers et les jeunes — sauront-ils ne pas y avoir recours ?

Les dirigeants de *Solidarité* recherchés appellent catégoriquement à renoncer à l'emploi de la force, sachant que cela provoquerait une tragédie, des victimes inutiles et une division au sein de la société.

Pourtant le pouvoir provoque des réflexes de haine et — instruits par des expériences amères — nous ne pouvons pas exclure que tel n'est pas son but. Et le désespoir joint à la provocation peut amener des effets imprévisibles, rendant réelle l'éventualité du maquis.

Il est à craindre que si l'Eglise continue à rester à côté des sentiments populaires, elle ne serait pas écoutée au moment décisif. Et justement au moment où sa voix appelant à la modération devra obtenir audience auprès des désespérés.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

JACEK KURON, interné avec de nombreux dirigeants de *Solidarité* au camp de Bialoleka, a été transféré dans une prison où il est isolé. Edmund Baluka, interné avec ses camarades de Szczecin et de nombreux militants du PSPP, vient d'être également transféré dans la prison du SB (police politique) à Szczecin où il est isolé. Cette mesure indique que le gouvernement de Jaruzelski — et derrière lui le Kremlin — a décidé de monter un procès contre ces deux militants. Les trotskystes savent ce que signifie la mise en « isolateur ». Ils savent le sort réservé aux vieux bolcheviques, aux membres de l'Opposition de gauche, enfermés dans le tristement célèbre « isolateur » de Vorkouta dans les années 1930.

Ces mises en « isolateur » interviennent après le transfert de Lech Walesa au milieu d'une réserve de chasse de la bureaucratie à Arlamowo, aux confins des frontières d'URSS et de Tchécoslovaquie. Dans le même temps, nous apprenions que trois étudiants et un journaliste, internés, viennent d'être inculpés pour « injure à la République populaire de Pologne » et menacés d'un procès. Des procès stalinien se préparent de toute évidence contre ceux que le POUP et toutes les agences de la bureaucratie dans le monde entier appellent les « éléments anti-socialistes » ou encore les « extrémistes » de *Solidarité*.

Ces dernières mesures et les menaces qu'elles contiennent interviennent à un moment où la répression se renforce. Après les imposantes manifestations des 1^{er} et 3 mai, la massive grève d'un quart d'heure du 13 mai, les manifestations spontanées du 13 juin à Wrocław, Cracovie (en particulier autour des complexes sidérurgiques de Nowa-Huta), Gdansk (où une grève d'un quart d'heure a été massivement suivie le 16 juin aux chantiers navals), et alors que *Solidarité* constitue de nouvelles commissions régionales, que jusque dans les camps *Solidarité* combat, il est de la plus haute importance pour la bureaucratie de porter des coups à l'avant-garde. Le choix d'isoler Kuron et Baluka n'est pas innocent. Pionnier du combat contre le POUP (avec Modzalewski dès 1965), organisateur du KOR, Jacek Kuron a toujours été la « bête noire » du Kremlin qui l'a qualifié tout à tour d'aventurier lié à la CIA ou de trotskyste. Sa contribution à la discussion dans *Solidarité* (dont nous publions de larges extraits) témoigne du rôle important de ce militant dans le combat en cours.

Edmund Baluka occupe lui aussi une place particulière de par son combat depuis 1970 et particulièrement pour avoir constitué avec d'autres ouvriers un parti ouvrier indépendant, le PSPP, parti dont le programme répond à l'attente de millions de travailleurs et de jeunes, comme en témoigne son développement.

Il s'agit bien en inculquant ces deux militants, en ouvrant un procès contre eux, en les isolant, de tenter d'opérer une distinction parmi les internés, de priver la « société » de ses meilleurs combattants. Cette offensive de la bureaucratie n'intervient pas à n'importe quel moment. C'est précisément alors que l'impérialisme engage l'offensive contre les masses palestiniennes au Liban que Jaruzelski décide d'accroître la répression.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cette coïncidence se produit. Mais est-ce bien simplement une coïncidence fortuite ? Evidemment non. Rappelons-nous : le 13 décembre 1981, Jaruzelski organisait son coup de force. Le lendemain 14 décembre, Begin décidait l'annexion du Golan. En 1956, le 4 novembre, les chars du Kremlin entraient à Budapest pour briser la révolution des conseils ouvriers, et le lendemain, le 5 novembre, les parachutistes français et britanniques étaient largués sur Suez. Est-il plus éclatante démonstration de l'alliance étroite entre l'impérialisme et la bureaucratie dans leurs œuvres contre-révolutionnaires ?

Aujourd'hui, le déchaînement contre-révolutionnaire visant au massacre des peuples palestinien et libanais par les forces de l'Etat d'Israël bénéficie de la complicité des Etats arabes et s'appuie sur le rôle mondial de la bureaucratie contre-révolutionnaire. Le risque est grand que simultanément cette agression au Liban soit utilisée comme « couverture » de nouvelles mesures contre la révolution politique en Pologne.

L'enjeu des événements en cours en Pologne est décisif. La marche des événements confirme que, dans le cours de la révolution politique, la classe ouvrière, après avoir constitué *Solidarité* comme syndicat indépendant de l'Etat et du POUP, entend arracher le droit d'organiser ses propres partis avec toutes les libertés ouvrières et démocratiques. C'est là la marche à la prise en mains par la classe ouvrière de ses conquêtes usurpées et minées par la bureaucratie contre-révolutionnaire, c'est la marche au pouvoir des conseils ouvriers. C'est évidemment pour tenter d'empêcher que les événements ne prennent ce cours que les nouvelles mesures — qui en annoncent d'autres — sont prises par Jaruzelski. C'est, semble-t-il, explicitement pour son rôle de fondateur du PSPP que Baluka est inculpé et isolé en attendant son procès.

Les responsabilités de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » sont grandes. Les trotskystes, qui voient dans les événements polonais la confirmation éclatante du programme de fondation de la IV^e Internationale, vont déployer, dans tous les pays où ils combattent, toutes leurs forces pour :

Arrêt des poursuites contre Kuron, Baluka et tous leurs camarades !

Halte aux procès stalinien !

Libération immédiate de Walesa et de tous les internés et emprisonnés !

A. Langevin.

POLOGNE: UN TEXTE DE JACEK KURON

« Le temps des illusions n'est plus »

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une lettre ouverte de Jacek Kuron à Zbigniew Bujak, Wiktor Kulerski et autres militants de la résistance.

Cette lettre est parue dans le numéro 14 de *Tygodnik Marzowski*, l'hebdomadaire de *Solidarité* de la région de Varsovie, et a été reproduite dans le bulletin édité en France par le Comité de coordination de *Solidarité* en France.

Au moment où la bureaucratie s'acharne contre Kuron, l'importance de ce texte, qui témoigne du degré atteint par le débat qui se développe parmi les militants de la résistance, se passe de commentaires.

LA polémique entre nous révèle de grandes différences dans notre évaluation de la situation et des moyens d'agir (...).

I.- Si je comprends bien, vous appelez à la création d'un mouvement social analogue à celui que nous appelions, avant août 1980, auto-défense sociale, où les hommes de divers milieux s'organisaient pour résoudre en commun les problèmes qui se posaient à eux.

A partir de cette organisation se développaient des initiatives à vocation plus large : maisons d'édition, cours universitaires parallèles, programmes d'action. Dans mes « propositions d'un programme d'action » (1976), je prônais l'autonomie absolue de ces groupes socialement et géographiquement indépendants. Pardonnez cette autopublicité : je tiens seulement à souligner à quel point votre idée m'est proche. Elle a fait ses preuves et a permis la victoire d'août, désormais irréversible.

Je ne m'étonne donc guère de voir qu'une telle conception de la résistance soit aujourd'hui largement soutenue. Mais la discussion porte sur les moyens d'action. Or, ils dépendent en premier lieu de conditions aujourd'hui tout à fait différentes de celles d'avant août 1980.

II.- Je vois trois conditions indispensables au développement d'un mouvement d'autodéfense : les individus doivent pouvoir agir ; leur action doit avoir une chance d'être efficace ; le système social dans le cadre duquel se crée le mouvement doit avoir ne serait-ce que de minimes perspectives de développement.

Le système de Gierk remplissait les deux premières conditions. Son équipe voulait s'appuyer sur l'approbation sociale et empêchait donc l'appareil d'exercer de trop fortes pressions.

« Ils ne peuvent satisfaire aucune revendication » (1)

Aujourd'hui, les généraux et les secrétaires ont décidé de régner non seulement sans l'approbation de la société, mais carrément contre elle. Ils fondent leur pouvoir sur leur capacité à disperser les manifestations de rues, à étouffer les grèves, à arrêter, interner, tabasser et fusiller... Tant qu'ils le pourront, ils ne reculeront pas d'un millimètre, quelles que soient les pressions.

En la matière, tout a été dit et démontré. Le temps des illusions n'est plus. Ajoutons que, faute de réserves, ils ne peuvent satisfaire aucune revendication. Ils ne pourront éviter de baisser les salaires, de licencier, de réduire les rations alimentaires.

Or, il n'y a pas de mouvement social qui puisse renoncer aux revendications matérielles, sauf à se sentir cogestionnaire de son pays. On ne contiendra pas l'agonie galopante de l'économie sans un véritable contrat social (...).

Sous la loi martiale, un mouvement d'autodéfense, ou tout autre

mouvement dont la seule existence serait censée transformer progressivement le système, est impossible.

III.- Envisageons maintenant la naissance d'une résistance clandestine massive. Elle lance des publications, elle organise une éducation parallèle et surtout des manifestations diverses de la volonté populaire. Sont-ce là des objectifs pour lesquels les gens puissent se mobiliser en dépit des risques ? A mon avis, non. Un mouvement social de masse répond toujours à des objectifs importants que l'on peut atteindre par l'action commune.

On peut très bien parfaire son instruction sans un tel mouvement. L'activité d'édition engage à elle seule une partie minime de la société. Les manifestations ne peuvent entraîner aucun succès. Elles sont certes très importantes pour soutenir le moral parce qu'elles montrent la force du mouvement ; mais si cette force ne doit servir qu'à soutenir le moral, elle se mue peu à peu en impuissance.

« Dire clairement ce à quoi doit préparer la résistance »

En ce moment, bon nombre de gens sont absorbés par la création d'une organisation de masse qui se cherchera des tâches en vue de réaliser les objectifs définis. L'objectif le plus modeste et le plus général à la fois concerne des conditions de vie normales. Les revendications que vous formulez ne les rapprocheront pas d'un pouce, pas plus que ne les rapprocheront d'autres actions dispersées ou locales. L'activité clandestine n'y contribuera pas davantage, car elle n'est jamais qu'une préparation à quelque chose.

Par conséquent, si vous ne dites pas clairement à quoi doit préparer la résistance, vous resterez avec une organisation sur les bras et avec de la déception, de la colère, de la haine. La haine engendrera forcément la terreur.

Une direction centrale peut contenir dans certaines limites les actes de désespoir et d'agression. A condition qu'elle existe et qu'elle sache établir efficacement des contacts à tous les échelons. Mais la direction centrale perdra son autorité sur le mouvement le jour où on verra qu'elle n'a aucun programme pour répondre à la situation.

Notons accessoirement que l'activité qui se développe maintenant conduit tout naturellement vers la centralisation du mouvement. Si les militants de *Solidarité*, ou une partie d'entre eux, s'efforcent à contenir ce processus, on verra naître plusieurs centres de direction, ce qui créera, outre d'inévitables conflits, un terrain rêvé pour la provocation.

IV.- Vous affirmez que les gens peuvent tenir encore longtemps et vous vous réferez à l'histoire. Sur ce point, notre appréciation des faits diffère. L'année passée, le PNB avait baissé de 13 %. Cette année, si nous obtenons une aide substantielle de l'Est et certains crédits de l'Ouest, il ne baissera que de 17 à



Jacek Kuron.

20 % (pronostics officiels). Passons sur le fait qu'il n'y aura pas d'aide substantielle de l'Est et que les crédits de l'Occident sont plus que douteux.

Admettons que la chute ne dépasse pas les 20 %. Ce sera une catastrophe sans pareil dans l'histoire des sociétés modernes, aux conséquences économiques, sociales et morales que nous sommes tous incapables d'imaginer.

Sur quoi fondez-vous votre conviction que les Polonais supporteront patiemment une telle catastrophe, alors que, de surcroît, le pouvoir ne cesse de les provoquer par son arrogance et sa terreur ? Sur la patience qu'ils ont montrée depuis janvier ? Passons sur le fait que les conditions de vie empirent de jour en jour. Considérons par contre que la maturité des Polonais, sur laquelle nous sommes d'accord, n'est rien d'autre que leur foi en *Solidarité*, c'est-à-dire en vous et en la résistance.

La limite des concessions

Les gens contiennent leur désespoir et leur colère parce qu'ils s'engagent dans des actions auxquelles ils croient être appelés. Ils vous font confiance, sûr que vous connaissez le chemin et les conduisez vers la victoire.

Ils auront vite fait de comprendre que persister dans la clandestinité est le chemin le plus coûteux vers la défaite. Que se passera-t-il alors ? Il est bien entendu possible que le pouvoir réussisse à contenir l'explosion générale. Il n'y aura peut-être que de nombreuses explosions locales, étouffées de manière plus ou moins sanglante. Ajoutons les conséquences biologiques, sociales et morales de la catastrophe économique.

Même sans intervention étrangère, nous pouvons assister à l'anéantissement de notre peuple. Je ne sais pas si *Solidarité* ne peut plus se permettre aucune défaite. Je sais par contre que nous ne les éviterons pas en renonçant au combat.

V.- En organisant *Solidarité*, nous avons pris, nous, ses militants, une énorme responsabilité. Nous ne lui échapperons pas en nous soustrayant aux décisions fondamentales. Pour éviter la catastrophe qui plane sur la Pologne depuis l'instauration de l'état de guerre, je suis prêt à rappeler la collectivité à des concessions majeures.

Mais ces concessions ont une limite : l'établissement d'une situation où le pouvoir négocierait avec la société et non pas avec lui-même, incarné par des institutions et des personnes différentes. Bref, au départ d'un compromis, il doit y avoir une société organisée indépendamment du pouvoir étatique.

On ne peut fonder un programme sur l'espoir que les généraux et les secrétaires accepteront volontairement un compromis. Il faut admettre que la force ne cède que devant la force et annoncer clairement que la résistance n'hésitera pas à y recourir.

Dans mon idée, une telle déclaration devrait préciser un délai : « à l'automne », par exemple, ou « en été ». Ce serait le moyen le plus efficace pour contenir les actes de désespoir et d'agressivité. A partir de là, toutes les manifestations de par le pays (bougies allumées, minutes de silence, grèves de la faim collectives, démonstrations ponctuelles, grèves de courte durée) ne feraient que visualiser la menace et démontrer l'aptitude du mouvement à agir.

Structurer le mouvement

L'action annoncée peut évidemment prendre la forme d'une grève générale illimitée. Mais ce serait donner aux généraux la chance d'attaquer simultanément tous les centres et de mettre à profit leur supériorité en hommes et en matériel.

Si nous ne nous assurons pas au préalable la complicité de la majorité des soldats et des miliciens, la grève devra s'accompagner d'une attaque simultanée sur tous les centres de pouvoir et d'information, en accord avec la minorité de l'armée et de la milice qui se sera portée de notre côté.

Nous pourrions également annoncer que cette attaque sera déclenchée dans le cas d'un assaut contre les grévistes. Nous pourrions légitimement supposer que la peur d'une attaque entraînerait le durcissement des généraux et des secrétaires, mais y a-t-il autre chose que la peur pour les amener aux concessions ?

Lorsque vous déclarez que la résistance n'usera pas de la force, vous les induisez en erreur. Convaincus de leur sécurité, ils ne céderont pas d'un pouce.

Le pouvoir a, certes, entamé avec l'épiscopat des négociations sur

l'accord social, mais il ne l'a fait que pour légaliser des pratiques contraires à tout accord. Dès qu'il y aura une menace réelle, l'épiscopat cessera d'être partie prenante pour devenir un médiateur désirable.

Remarquez que les propositions modérées de l'épiscopat, étant les seules, en dehors des propositions officielles, paraissent très extrémistes. Dès que vous, vous vous serez manifestés en tant que partie prenante du conflit, elles deviendront, et alors seulement, la plate-forme d'un compromis réaliste.

Il est vrai que lorsqu'on aura atteint un tel compromis, ceux qui auront brandi la menace seront rejetés en marge de la vie sociale renaissante. Tant pis.

VI.- Je ne vous incite pas à annoncer que vous attaquerez. Je vous recommande par contre, avec insistance, de structurer le mouvement et un réseau d'information efficace. Il faut préciser clairement que cela ne limitera aucunement l'autonomie des maillons respectifs du mouvement, mais réduira le risque de provocations et de manifestations irréfléchies. Car la décision de certains types d'action doit être rigoureusement réservée à une direction centrale.

Je vous suggère aussi de déclarer que la résistance se verra contrainte à user de la force si le pouvoir ne prête pas l'oreille aux revendications de la société, exprimées sous diverses formes, et ne tente pas de sauver le pays de la catastrophe en concluant un accord avec la société.

Je vous recommande en outre de préparer l'action chez les soldats et les miliciens. Vous y trouverez des oreilles attentives. Ce sera déjà un très grand danger pour le pouvoir.

Mais, par-dessus tout, il faut élaborer un programme commun qui serait accepté par tous les militants importants de la résistance.

Pardonnez-moi ce ton docte. Je sais quel travail acharné vous faites. Je sais vos succès. Mais nous nous trouvons dans une situation sans issue et, même si elle nous dépasse, nous sommes obligés de faire face. Dans cette situation apparemment sans issue, c'est à nous de montrer la voie.

Vous n'avez pas choisi de porter une telle charge, mais hélas ! vous ne pouvez pas vous y soustraire. Vous tenez le clairon d'or... »

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tri-bune internationale-Ea Vérité*.

L'appel des délégués du congrès de Solidarité en exil

LE 13 juin, se termine une période de 6 mois d'état de guerre en Pologne, 6 mois que le gouvernement militaire dirigé par le général Wojciech Jaruzelski a repris brutalement les libertés démocratiques et individuelles qui sont dues à la nation. Dans les inoubliables journées d'août 1980, la

population polonaise a montré au monde entier sa grande maturité et son sens de la responsabilité pour le destin du pays. Des millions de gens unis par les mêmes valeurs, vérité, justice et patriotisme, ont démontré aux autorités que, ne comptant pas avec les droits humains et économiques, avec l'attente et les traditions

de son peuple, elles amenaient le pays à une ruine sans précédent dans chacun des secteurs de la vie.

Le gouvernement, ne jouissant pas du soutien de la société, défendant ses intérêts particuliers, a rompu le dialogue social en introduisant l'état de guerre. Les droits

de l'homme et la Constitution de l'Etat polonais ont été brisés. On arrête, on emprisonne des milliers de gens innocents. On a utilisé l'arme à feu, les gaz, les chars et les matraques contre des gens qui n'ont jamais eu recours à la force. Mais notre peuple n'a jamais capitulé. Contre le pouvoir militarisé, il a opposé sa force d'esprit et sa volonté inébranlable de la victoire. Nous ne souhaitons rien de plus que la liberté et le respect des droits de la démocratie dans notre propre pays. Nous demandons au pouvoir qu'il prenne en considération la volonté de la population, et qu'il reprenne le dialogue unilatéralement rompu.

Nous appelons tous ceux qui, comme nous, comprennent les mots de liberté et de justice, toutes les organisations syndicales pour lesquelles le bien des travailleurs est le but primordial, toutes les organisations veillant au respect des droits de l'homme pour qu'ils s'unissent dans une grande protestation contre ce qui se passe en Pologne.

Nous vous demandons, parmi d'autres formes de protestation que vous jugerez justes :

1.- Que vous réclamiez par tous les moyens possibles la cessation de l'état de guerre, le rétablissement de *NSZZ Solidarność* avec Lech Walesa à sa tête, et de toutes les organisations syndicales, organisations et associations existant avant le 13 décembre ;

2.- Nous vous demandons d'envoyer les lettres de protestation auprès du gouvernement polonais et du WRON exigeant la libération de tous les internés et l'annulation des jugements des tribunaux prononcés après le 13 décembre 1981, car les tribunaux militaires ont condamné à la peine de plusieurs années de prison les meilleurs fils de notre patrie, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des étudiants et des lycéens.

3.- Que vous organisiez l'aide matérielle aux familles des emprisonnés et des internés et à toutes les personnes qui en ont besoin, car cette aide est l'expression de votre solidarité et du soutien de notre juste combat.

Qui pourrait croire que, le 13 juin dans votre pays, il n'y ait personne qui fasse un geste pour la défense de la nation polonaise ? Les fils de cette nation ont combattu également sur plusieurs fronts de par le monde, là où il y avait la lutte pour la libération nationale et la justice sociale.

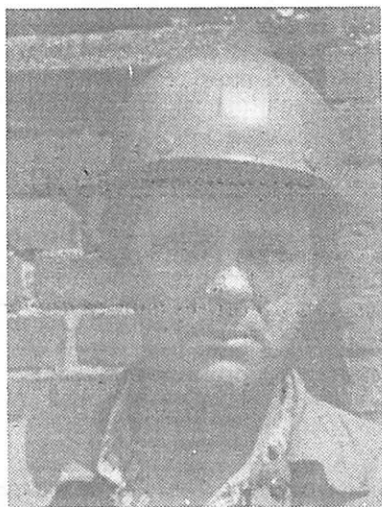
Que la grande idée de solidarité se répande par le monde entier, et qu'il n'y ait pas de gens indifférents à l'égard des violations des libertés et de l'arbitraire, partout où ils s'exercent. Soyez solidaires de notre victoire, dont nous ne doutons pas qu'elle sera également votre victoire !

GDKZ *NSZZ Solidarność*
à l'étranger.



Le 16 décembre 1981 à Gdansk, les tankistes acceptent que soit collée sur le char une affiche de *Solidarité*.

EDMUND BALUKA



Edmund Baluka a présidé le comité de grève de Szczecin en janvier 1971, lors de la grande grève des chantiers navals. Après l'assassinat d'un certain nombre de membres du comité de grève, il a dû quitter la Pologne. En France, il a continué son activité militante. Il a participé à la création de la Conférence européenne des syndicats libres, dont il est le président, et à la création du Parti socialiste polonais du travail (PSPP, selon les initiales polonaises). En mars 1981, il a décidé de rentrer en Pologne. Les autorités ont d'abord tenté de lui interdire de reprendre son poste de travail aux chantiers navals de Szczecin et de le poursuivre pour « entrée illégale » en Pologne ; mais, grâce à la solidarité de ses camarades de travail et du syndicat *Solidarność* de Szczecin, les autorités ont dû reculer. Edmund Baluka a repris son travail.

Le 16 septembre 1981, il fondait, avec d'autres ouvriers, le Parti socialiste polonais du travail. En novembre 1981, les autorités ont décidé d'engager des poursuites à son encontre, et un acte d'accusation a été promulgué contre lui. Principaux chefs d'accusation : son activité de président de la Conférence européenne des syndicats libres, son activité de membre du Parti socialiste polonais du travail. Il a été arrêté comme des milliers d'autres, le 13 décembre 1981, et interné au camp de Wierzychowo.

Il vient d'être transféré à la prison de la police politique (SB) à Szczecin, rue Malopolska, dont, selon Françoise Baluka, « beaucoup de familles ont à jamais le nom gravé dans leur mémoire depuis les années 1950 ». En même temps, on lui signifiait, semble-t-il, son inculpation pour avoir fondé le PSPP.

JACEK KURON

Jacek Kuron a rédigé en 1965, avec Karol Modzelewski une *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais unifié* (POUP), qui a valu à ses auteurs trois ans de prison. En 1976, au lendemain des grèves des usines de Radom et d'Ursus contre la hausse sauvage des prix des produits de première nécessité et de la répression brutale qui s'abat sur les ouvriers, il fonde avec Adam Michnik et quelques autres le Comité de défense des ouvriers (KOR), dont certains membres sont à l'initiative des premiers syndicats libres en Pologne.

Dès la naissance de *Solidarité*, il est désigné comme l'un des « experts » du syndicat indépendant. Il est arrêté le 13 décembre 1981, avec sa femme et son fils. Il a, ces dernières semaines, fait parvenir du camp de Bialoleka où il était interné plusieurs articles de discussion aux bulletins de *Solidarité*, pour définir la stratégie de combat qu'il propose contre l'état de guerre.

Véritable « bête noire » du Kremlin, Kuron a été maintes fois l'objet d'attaques dans les colonnes de la *Pravda* ou ailleurs, où il était qualifié alternativement d'« extrémiste à la solde de la CIA » ou de « trotskyste ». Il vient d'être transféré dans une prison (on ignore encore laquelle) et il vient de se voir signifier à nouveau une inculpation dont il avait été l'objet quelques jours avant le 13 décembre.



Préparer « la grève générale »

Le comité régional de grève de la région de Basse-Silésie-Wroclaw constate, dans sa déclaration du 3 mai : « La pauvreté, la famine, le chômage et la prison nous menacent. Le WRON refuse d'engager des pourparlers avec les autorités légales du syndicat, le représentant le plus important des travailleurs dans notre pays, capable de contribuer à sortir notre patrie de la crise actuelle.

Nous voulons travailler et forger l'avenir de la Pologne, mais le pouvoir refuse toute proposition d'une véritable entente nationale (...). Pour contraindre les autorités à créer une telle entente avec la société, nous sommes prêts à employer l'arme la plus puissante que possède notre syndicat renaissant, la grève générale. Nous nous adressons à tous les travailleurs de Wroclaw et de Basse-Silésie : organisez-vous avec l'objectif de participer à la grève générale, faites tout le nécessaire pour que cette grève ait un maximum de chances de réussir. » (« Au jour le jour », n° 56/204).

QUATRE INTERNÉS INCUPLÉS

BOGDAN KLICH

Bogdan Klich est étudiant en médecine à Cracovie. Il est président du NZS dans son école et membre de la direction nationale du NZS. Il a été arrêté le 12 janvier 1982. Il a subi une opération de l'appendicite le 17 mars dans le camp de Zaleze, et il a été transféré sans aucune aide médicale à l'hôpital-prison de Cracovie.

KRZYSZTOF KRZYSZTOFIAK

Krzysztof Krzysztofiak est étudiant en sciences physiques à l'Université de Cracovie, membre de la direction du NZS de l'université. Transféré à l'hôpital-prison de Cracovie.

ZBIGNIEW SOLAK

Zbigniew Solak est étudiant d'histoire en troisième cycle à l'Université Jagellonne de Cracovie.

JERZY PIEKARSKI

Jerzy Piekarski est journaliste de la presse syndicale du combinat sidérurgique Huta Lenina.

Ces quatre prisonniers, internés au camp de Zaleze près de Rzeszow (sud-est de la Pologne), viennent d'être inculpés en vertu de l'article 270 alinéa 1 du Code pénal de la République populaire de Pologne pour « injure à la République populaire de Pologne ». Les accusés encourrent une peine de 3 à 8 ans de prison. Ils ont été inculpés sous le prétexte d'avoir entonné des « chants anti-étatiques », lesquels ont été repris par toute la prison. En réalité, ces quatre internés, prisonniers dans la même cellule n° 238, ont refusé de signer une déclaration exigée d'eux par les autorités de la prison selon laquelle ils « acceptaient leur libération ». On est sans nouvelles des quatre militants, mais on a appris qu'une grève de la faim a été entamée par leurs compagnons internés à la prison de Zaleze.

ROUMANIE

Purge au sommet de la bureaucratie

Prétextant la découverte d'un complot d'une « secte de méditation transcendente », Ceaucescu a entamé depuis avril dernier une série de limogeages parmi les personnages de premier plan de la bureaucratie.

Les limogeages sont fréquents au pays de Ceaucescu. Les derniers en date marquent de toute évidence une aggravation sans précédent de la crise politique qui secoue les sommets de la bureaucratie.

Une situation en Roumanie ne cesse de s'aggraver : 14 milliards de dollars de dette extérieure à l'égard des banques impérialistes, un milliard de dollars d'intérêts annuels, une production sans cesse en baisse (1), une pénurie catastrophique.

Les solutions de la bureaucratie à cette situation sont les recettes employées de tout temps : endettement galopant (2), répression accrue, mesures de « discipline du travail » coercitives, etc. Au cours de l'année dernière, de véritables émeutes, des grèves et des manifestations éclataient dans plusieurs régions, dont les régions de forte concentration ouvrière, en particulier les vallées minières (voir *Tribune internationale* n°3).

Limogeages en série

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer les derniers limogeages qui viennent d'intervenir. Au début de l'année, la revue officielle *Apararea patriei* (*Défense de la patrie*) dénonçait une « secte de la méditation transcendente » jouissant pourtant d'un statut légal depuis quatre ans et qui servait visiblement de couverture à quelque activité réservée aux sommets de la bureaucratie. La revue dénonçait tout à coup cette secte et l'accusait de se donner pour but « le noyautage du parti » et la sortie de la Roumanie du pacte de Varsovie !

Le 12 avril, Ceaucescu décidait par décret le limogeage du général-commandant Vasile Moisic, vice-ministre de l'Intérieur, et du commandant Gherghie Zagomanu, secrétaire d'Etat de ce même ministère.

Le 28 avril, c'était le tour de Aneta Spornic, ministre de l'Éducation et membre du comité exécutif du PC roumain, et de deux de ses vice-ministres.

250 responsables de haut niveau de l'appareil et « intellectuels » furent chassés de leurs postes dans les jours qui suivirent. Parmi eux, Cornel Burada, vice-ministre des Transports, et de nombreuses « personnalités » des académies des sciences et des arts, pourtant chanceliers émérites du « conducator ».

Moins d'un mois plus tard, Ceaucescu remaniait son gouvernement, remplaçant en particulier le Premier ministre Ilie Verdet — beau-frère de l'épouse de Ceaucescu — par Constantin Dascalăscu, apparatchik méritant qui avait, en compagnie de Ceaucescu, essuyé les jets de pierres des mineurs de Motru l'an dernier. Tous les vice-Premiers ministres étaient éliminés, accusés de malversations...

Au cours de ce remaniement général du gouvernement, certains ministres limogés un mois plus tôt retrouvaient un nouveau poste. Ainsi en est-il d'Aneta Spornic, amie personnelle d'Elena Ceaucescu, qui se retrouve avec un secrétariat d'Etat... tout en étant en même temps exclue du comité exécutif du PCR.

Avec Cornel Burtica qui a perdu ses postes de vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur, Ceaucescu offre un bouc-émissaire

devant la dégradation de l'économie. Cependant, ce neveu du « conducator » reste membre du comité exécutif du PCR...

Un véritable coup de semonce

La purge touche également l'entourage immédiat de Ceaucescu, puisque le commandant de sa garde personnelle Cercel, colonel de la Securitate (police politique), perd sa place. Quant au ministre des Mines, limogé à la suite de la lapidation de Ceaucescu à Motru, il sera retrouvé « suicidé » quelques jours plus tard.

Au-delà de l'aspect le plus grotesque des méthodes de gouvernement de Ceaucescu — qui se voit contraint d'éliminer des membres de sa propre famille dont il a truffé les hautes sphères de la bureaucratie — cette dernière purge révèle l'état de crise sans précédent de la bureaucratie, hantée par le spectre de la révolution politique en Pologne.

Les véritables émeutes de l'an dernier (la vallée minière de Motru est toujours interdite) ont constitué un véritable coup de semonce. Depuis, des mouvements de protestation ouvrière se seraient déroulés dans plusieurs régions contre l'obligation de renoncer « pour le bien du pays » à des augmentations prévues de salaires.

A Brasov, les ouvriers d'une usine de tracteurs auraient récemment cessé le travail pour protester contre le non-paiement des primes. Devant l'aggravation croissante des conditions d'existence des masses, les boucs émissaires et les facéties de Ceaucescu risquent bien de ne plus suffire.

La bureaucratie du Kremlin en est consciente, elle qui, de toute évidence, vient par l'intermédiaire d'un journal hongrois d'adresser un avertissement public au « conducator » (3).

Pour autant, Brejnev n'ignore pas quelles forces destructrices pour la bureaucratie libérerait dans tout le pays le limogeage de Ceaucescu. Cependant, la situation actuelle ne saurait perdurer longtemps encore. Les émeutes et les grèves violentes de ces derniers mois ne peuvent, dans l'état d'exaspération de la population, que se renouveler, renforcées à chaque fois. Et ce, dans une situation où la panique commence à s'emparer des sommets de la bureaucratie et où, après le limogeage du colonel de la Securitate, Cercel, l'appareil répressif lui-même donne des signes de pourrissement.

(1) En 1981, la production céréalière devait être selon le « plan » de 23 millions de tonnes : elle n'a été que de 20 millions (contre 21 millions en 1980). Les chiffres officiels, s'ils surestiment les résultats, indiquent au moins la tendance : la baisse...

(2) Le FMI dont la Roumanie est membre vient de lui accorder en avril dernier l'ouverture d'un crédit stand-by afin de rééchelonner sa dette extérieure.

(3) Le 13 mars 1982, l'organe du parti stalinien hongrois *Nepszabadsag* publiait un pamphlet contre un imaginaire « président d'une ville voisine », illustré d'une caricature où l'on reconnaissait sans peine Ceaucescu.

NICARAGUA : JUILLET 1979, SOMOZA RENVERSÉ PAR L'INSURRECTION

Trois années de révolution

Les 19 et 20 juillet 1979, le déferlement des masses balayait la dictature de Somoza, pilier principal de la domination de l'impérialisme américain dans toute l'Amérique centrale. C'était, comme l'écrivait Luis Favre, « une nouvelle victoire de la révolution mondiale » (1) survenant six mois après l'effondrement de la dictature du chah en Iran. C'était aussi « la manifestation d'une nouvelle vague révolutionnaire qui se développe à l'échelle de toute l'Amérique latine » et qui allait, dans les mois et les années suivantes, trouver une expression concentrée dans toute l'Amérique centrale.

Le développement de la lutte des classes en Amérique centrale pendant les trois dernières années, les développements qui ont eu lieu au Nicaragua même et qui ne peuvent être séparés de ces processus, la place que les problèmes soulevés par ces développements tiennent nécessairement dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont amené la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité* à juger utile la publication d'une chronologie détaillée des trois années écoulées depuis la chute de Somoza.

Pour avoir une vue générale des problèmes politiques et théoriques posés par la révolution nicaraguayenne, on se référera avec profit au rapport présenté par le camarade Luis Favre devant le bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et reproduit dans *La Vérité* n° 589 (décembre 1979).

(1) *La révolution prolétarienne au Nicaragua*, par Luis Favre (*La Vérité* n° 589).



Juillet 1979 : la dictature de Somoza s'effondre. Le FSLN entre à Managua.

Juillet 1979

20 juillet : Entrée à Managua de la junte de gouvernement de reconstruction nationale. Outre Daniel Ortega (membre de la direction nationale du FSLN), Moises Hassan (Mouvement Peuple uni) et Sergio Ramirez (écrivain, membre du Groupe des douze, personnalités proches du FSLN), elle comprend deux représentants qualifiés et représentatifs de la bourgeoisie nicaraguayenne : Violetta Chamorro (veuve du directeur du journal *La Prensa* assassiné par des agents de Somoza), représentante de l'oligarchie très liée au capital étranger, et Robelo, chef d'entreprise et porte-parole des secteurs clés du patronat.

La composition de la junte de gouvernement de reconstruction nationale est l'expression très claire d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

Dans les cabinets ministériels du gouvernement constitué le 20 juillet, siègent d'importants représentants de la bourgeoisie nicaraguayenne. Roberto Mayorga Cortés, ancien secrétaire général du Marché commun centro-américain, est ministre de la Planification ; Noel Rivas Gasteasoro, ex-président de la Chambre de commerce et membre dirigeant du Parti conservateur, est ministre de

l'Industrie ; Manuel José Torres, grand propriétaire terrien et démocrate-chrétien, est ministre de l'Agriculture ; Bernardino Larios, ancien colonel de la Garde nationale, qui abandonna Somoza, est ministre de la Défense.

25 juillet : Nationalisation des banques nicaraguayennes. Les banques étrangères ne sont plus autorisées à accepter les dépôts des citoyens nicaraguayens.

Le décret n° 3 de la JRGN limite les nationalisations au système financier, aux mines, à la pêche et aux établissements industriels, agricoles et commerciaux appartenant aux somozistes.

Le secteur privé reste largement majoritaire et nulle entrave juridique n'est mise à ses activités. Il bénéficie de « mesures incitatives », crédit abondant et bon marché (7 à 8 %) ; liberté des changes ; ventes de devises par la Banque centrale ; « loi de régularisation fiscale » ; conventions d'Etat-entreprises garantissant le profit ; etc.

Août 1979

17 août : Expulsion des membres étrangers de la Brigade Simon Bolívar.

21 août : La junte de gouvernement publie les lois fondamentales rétablissant toutes les libertés. La peine de mort est supprimée. Formation de nombreux syndicats.

29 août : *La Prensa* dénonce d'« insolites manières d'exproprier des terres de la part des brigadistes ».

31 août : Grèves victorieuses contre le patronat (Bluefield Corporation et Dona Cartera). De nombreuses autres grèves, en particulier pour le paiement des salaires en retard ont lieu dans tout le pays.

Septembre 1979

1^{er} septembre : Toutes les ressources naturelles inexploitées sont déclarées patrimoine de l'Etat et un Institut des ressources naturelles et de l'environnement est créé.

1^{er} septembre : Fin victorieuse de la grève des travailleurs de la zone franche.

2 septembre : Occupation de terres de la propriété de Julio Formos, non somoziste, à Chinandega, précédée et suivie d'une longue série d'occupations « illégales ».

3 septembre : De nombreux travailleurs dénoncent le non-paiement des salaires en retard.

4 septembre : L'Institut de réforme agraire avertit que seuls ses délégués ont le droit d'occuper les propriétés rurales confisquées. Attaques de Eden Pastora contre les « radicaux de gauche et de droite ».

12 septembre : Occupations d'entreprises contre les abus de la direction qui refuse de payer les salaires en retard.

15 septembre : Le PSN (nom d'un des partis communistes pro-Moscou) appelle à faire l'unité autour du FSLN.

Novembre 1979

3 novembre : nationalisation de l'industrie minière ; toutes les concessions accordées dans ce domaine sont annulées.

17 novembre : Déclaration en faveur du régime des 7 évêques du Nicaragua.

22 novembre : Afin de rassurer « l'initiative privée », le FSLN et le JGRN suspendent le décret n° 3 sur la nationalisation des biens des somozistes. Un grand nombre de comptes bancaires sont débloqués. Interdiction est faite aux autorités civiles et militaires de procéder à de nouvelles réquisitions d'immeubles ou de véhicules. L'agitation sociale est fermement découragée.

Décembre 1979

3 décembre : En raison des difficultés économiques, le gouvernement annonce la suppression de la prime de Noël perçue par les ouvriers. Elle avait été créée en 1978 par le régime somoziste. Création de douze tribunaux itinérants pour juger 7 500 prisonniers somozistes.

(suite page 8)

NICARAGUA : JUILLET 1979, SOMOZA RENVERSÉ PAR L'INSURRECTION

Trois années de révolution

(suite de la page 7)

4 décembre : Remaniement du gouvernement : un certain nombre de ministres bourgeois sont remplacés par des membres de la direction nationale du FSLN ; **Henry Ruiz**, commandant de la révolution, remplace **Roberto Mayorga** au ministère de la Planification ; **Humberto Ortega**, commandant en chef de l'armée populaire sandiniste (EPS), remplace **Bernardino Larios** comme ministre de la Défense ; **Eden Pastora** (le « Comandante Cero », non membre de la direction nationale du FSLN) est vice-ministre de la Défense, chargé de l'organisation des milices populaires ; **Jaime Wheelock** remplace le propriétaire foncier qui contrôlait le ministère de l'Agriculture et cumule alors la direction de ce ministère et celle de l'Institut nicaraguayen de réforme agraire (INRA).

19 décembre : Une réduction de 40 à 50 % des loyers est décrétée.

Janvier-février 1980

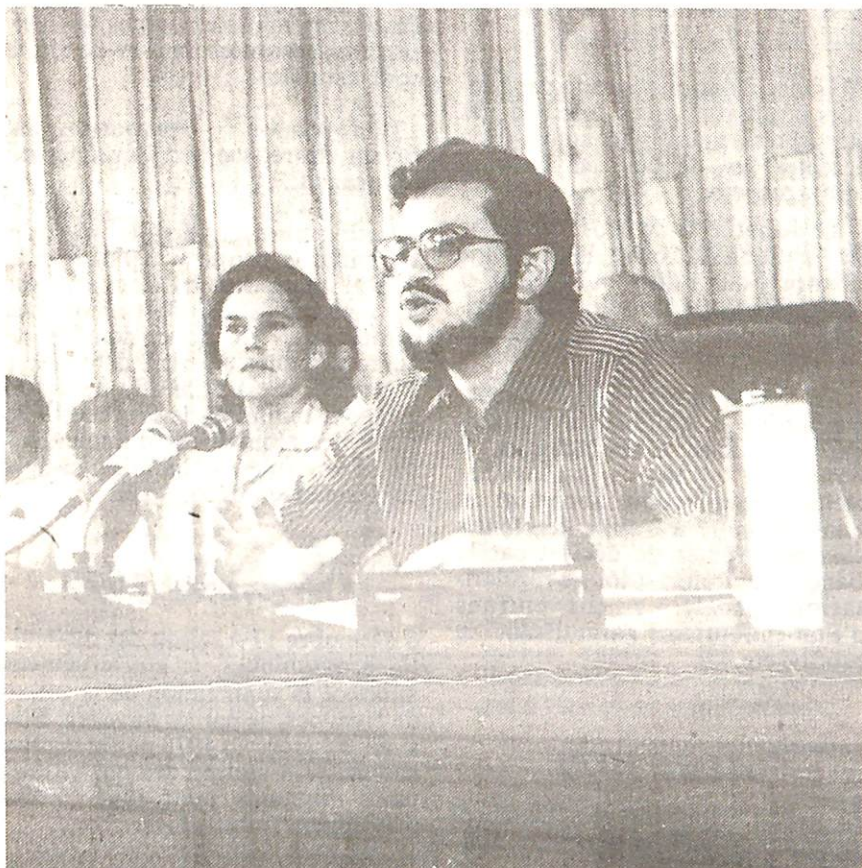
Vague de grèves pour l'augmentation des salaires, pour la défense des syndicats, et vague d'occupations illégales de terres. Suspension du quotidien *El Pueblo* (maoïsant) et arrestation de ses responsables.

Grève de la construction pour la défense des salaires et le maintien de la Fédération SCAAS à la CGT (contrôlée par le PSN, nom d'une fraction du PC) contre son intégration à la centrale sandiniste, la CST.

Grève de Fabritex pour 10 % d'augmentation et pour la défense des responsables syndicaux du CAUS.

11 février : Condamnation à deux ans de « travaux publics » des dirigeants du MAPFO, dont **Melvin Wallace Simpson**, responsable du journal *El Pueblo*.

Février : Arrestation de 10 militants du CAUS et du PCN. Grève dans la plus grande raffinerie de sucre du Nicaragua : la raffinerie San Antonio.



Violetta Chamorro et Alfonso Robelo, lorsqu'ils étaient au gouvernement.

Mars 1980

2 mars : La JGRN promulgue une loi punissant la « décapitalisation » et le sabotage économique de peines d'amende, de prison et d'expropriation.

3 mars : Toutes les terres illégalement occupées depuis plusieurs mois par les paysans sont nationalisées (avec indemnisation).

15 mars : Commence la « grande croisade de l'alphabétisation ».

29 mars : A l'occasion de la visite du président du Venezuela **Héner Campins**, grand déploiement d'opposition à la JGRN du MDN (parti d'Alfonso Robelo) et de la centrale liée à lui, la CNT.

Avril 1980

21 avril : Démission des représentants bourgeois de la junte de gouvernement. **Alfonso Robelo** saisit le prétexte du changement de la composition du Conseil d'Etat (aux 33 sièges initialement prévus s'en ajoutent 14, tous dévolus aux organisations de masse sandinistes) pour démissionner, précédé de quelques jours par **Violetta Chamorro**. C'est une crise très importante. Les secteurs les plus représentatifs de la bourgeoisie liée à l'impérialisme US passent à l'opposition ouverte, hors du gouvernement.

Le FSLN négocie directement avec le COSEP (la centrale patronale). Il accepte de lever l'état de siège, d'instituer « la loi de amparo » (loi de « protection », recours contre les confiscations), de régler le conflit du journal *La Prensa* au profit des propriétaires, de garantir la liberté des radios privées. Il s'engage à annoncer la date des élections municipales et nationales.

Mai 1980

4 mai : Les représentants du COSEP siègent à la séance inaugurale du Conseil d'Etat. Seuls ceux

du MDN et du Parti Conservateur démocrate (PCD) boycottent l'Assemblée.

10 mai : Manifestation de plusieurs milliers de personnes à Matiguas à l'appel du MDN pour appuyer la démission de Robelo.

18 mai : Le FSLN désigne deux membres pour remplacer **Violetta Chamorro** et **Alfonso Robelo** au sein de la junte de gouvernement : **Arturo Cruz**, membre du Groupe des 12, directeur de la Banque centrale du Nicaragua, et **Rafael Cordoba**, membre de la Commission suprême de justice, dissident du PCD, ex-avocat défenseur de dirigeants du FSLN.

20 mai : Le COSEP appelle à une restructuration de la junte pour « préserver le principe de la représentation pluraliste » et explique que « les déviations du gouvernement menacent de reproduire au Nicaragua une dictature communiste similaire à celle de Cuba, aggravant le climat déjà détérioré dont a besoin la réactivation économique du pays ».

Juillet 1980

19 juillet : 1^{er} anniversaire de la révolution. Devant un rassemblement de près d'un demi-million de personnes, sont présents, outre **Castro**, deux autres chefs d'Etat, **Bishop** (Grenade) et **George Price** (Belize) et les représentants des gouvernements des USA, de la junte militaire du Salvador, du Costa Rica, du Honduras, du Mexique, de Panama, d'URSS, de la majorité des pays de l'Est, etc., ainsi que **Felipe Gonzalez**, **PSOE** (Espagne), les représentants du FDR du Salvador. Dans son discours, **Daniel Ortega** annoncera l'expropriation des latifundias sous-exploitées.

21 juillet : Le COSEP convoque les journalistes internationaux présents pour l'anniversaire de la révolution et accuse le FSLN de « trahir ses promesses » en n'annonçant pas la date des élections.

Août 1980

23 août : A l'occasion du meeting célébrant la clôture de la campagne d'alphabétisation (100 000 jeunes Nicaraguayens ont alphabétisé pendant six mois environ 500 000 Nicaraguayens), **Humberto Ortega** annonce les élections pour 1985, une fois dépassée la « destruction économique, sociale et morale du pays ».

Pendant tout l'été, on assiste à une nouvelle vague de grèves dans le secteur public et privé. Au début septembre, la pénurie de sucre et de riz suscite un grand mécontentement parmi les travailleurs.

Octobre 1980

Le secrétariat de la CST publie en octobre un texte autocritique qui reconnaît la tendance des cadres syndicaux du FSLN à substituer leur propre activité à celle des syndiqués, le poids des traditions du « centralisme bureaucratique » et du « paternalisme » dans le mouvement ouvrier... « De nombreux conflits exprimant d'authentiques

et légitimes revendications n'ont pas reçu le soutien de nombreux dirigeants. Cela a créé les conditions dans lesquelles d'autres fédérations ont été à même de capitaliser les justes revendications des travailleurs ».

La CST appelle les autres centrales syndicales à un débat lors d'une « première assemblée pour l'unité des travailleurs ».

Novembre 1980

Le Mouvement démocratique national (MDN) appelle à un rassemblement contre « la marche au totalitarisme » à Nandaïme, le 9 novembre. La manifestation est interdite par la JGRN. Des contre-manifestations sont organisées par les mouvements de jeunesse sandinistes. Les locaux du MDN sont mis à sac le 9 novembre à Managua.

Le 12 novembre, démission du Conseil d'Etat des représentants du COSEP et des quatre partis bourgeois (le MDN, le PSD, le PSC (Parti social-chrétien) et le PCD) et de deux centrales syndicales (CNT - Centrale des travailleurs du Nicaragua, proche du MDN, et CUS - Confédération d'unification syndicale, fondée en 1968 avec l'aide de l'AFL-CIO) pour protester contre les violences envers le MDN. C'est une nouvelle grande crise dans les relations entre la bourgeoisie et le FSLN.

Les 15 et 16 novembre se réunit l'assemblée pour « l'unité des travailleurs » qui constitue une « Coordination syndicale du Nicaragua » (CSN) regroupant les dirigeants de la CGT, ANDEM (Syndicat des enseignants), CUS, CST, FETSALUD (Syndicat des travailleurs de la santé), UPN (journalistes), FO, ATC (paysans) et CAUS. Un débat très vif a lieu sur le droit de grève, proposition étant faite de « régler les conflits du travail sans arrêt de la production ». La résolution adoptée réaffirme le droit de grève mais souligne qu'il est « l'ultime recours ».

Le 19 novembre, 100 000 manifestants défilent à Managua à l'appel du FSLN pour appuyer la JGRN.

Le 22 novembre, le FSLN organise une conférence de presse concernant l'implication dans la préparation d'un coup d'Etat contre la JGRN du vice-président du COSEP, qui a été tué le 17 novembre au cours d'un échange de coups de feu près de Managua. Avec lui sont impliqués **Leonardo Somarriba** (vice-président de la Chambre de commerce), **Mario Hanon** (président de l'Association des planteurs de riz) et un propriétaire terrien.

Cela fait suite à l'arrestation de l'ex-propriétaire de la raffinerie de sucre, **Wallace Simpson**, responsable du journal *El Pueblo*.

Janvier 1981

A partir de janvier jusqu'au printemps 1981, vague d'occupations d'usines contre la politique de décapitalisation des capitalistes. Vague d'occupations illégales de terres de propriétaires fonciers.

Début de la campagne de mobilisation massive pour la constitution des milices populaires (au printemps, elles auront mobilisé environ 100 000 personnes).

Mars 1981

4 mars : Restructuration de la JGRN. **Arturo Cruz** en sort, nommé ambassadeur à Washington, ainsi que **Moïse Hassan**. Elle ne compte plus que trois membres, dont deux représentants du FSLN, **Daniel Ortega** et **Sergio Ramirez**. La coordination ainsi que celle du Conseil du gouvernement est assurée par **Daniel Ortega**, frère du ministre de la Défense.

Avril 1981

Reagan suspend la remise de la dernière tranche des crédits accordés par l'administration **Carter** au Nicaragua par les USA, ainsi que la promesse de fourniture de blé, à la suite de la publication par le secrétariat d'Etat d'un livre blanc, accusant le JGRN de « laisser transiter sur son territoire des armes obtenues par le bloc soviétique, via Cuba, et livrées à la guérilla salvadorienne ».

Mai 1981

1^{er} mai : manifestations appelées par la Coordination syndicale du Nicaragua (CNS). A Managua, le commandant de la révolution **Carrión** explique « que l'état de l'économie ne permet pas la satisfaction des besoins de tous immédiatement » et condamne « les démagogues ». Il appelle les syndicats à ne pas lutter seulement contre les complots contre-révolutionnaires du secteur privé, mais aussi contre les mauvaises habitudes dans le travail.

Juin 1981

1^{er} juin : L'archevêque de Managua, **Mgr Obando y Brano**, demande la démission immédiate des prêtres membres du gouvernement (il s'agit de **Ernesto Cardenal**, ministre de la Culture, de **Miguel d'Escoto**, ministre des Relations extérieures, et de **Edgar Parrales**, ministre du Bien-être social).

Une mobilisation de chrétiens favorables à la junte de gouvernement de reconstruction nationale se réalisera immédiatement ; les prêtres conserveront leurs fonctions publiques sans exercer toutefois leur ministère sacerdotal.

Début juin : manifestation de travailleurs des plantations de bananes devant le palais gouvernemental pour réclamer les logements promis.

Le 10 juin, à Managua de 600 personnes, protestant contre la pénurie de logements, la hausse des salaires et la décapitalisation des patrons.

Le 15 juin, l'Association d'Agriculteurs sandinistes annonce la démission de son secrétaire économique, **Alfonso Robelo**, cause de la démission de **Alfonso Robelo**.

25 juin : Une plate-forme d'accord — *Les 19 conditions* — est adoptée par les diverses composantes du Forum national de discussion. Ten-

tative à l'initiative du FSLN de reconstituer « l'unité nationale ». Le COSEP et le MDN ont accepté d'y participer. L'accord porte sur le respect du programme du gouvernement de la JGRN, du statut fondamental et des droits et garanties sur le maintien du pluralisme économique et politique, la nécessité de mettre en place des mécanismes qui assurent la participation de tous les partenaires politiques et sociaux.

La décapitalisation doit être combattue et la réforme agraire accélérée. Enfin, tout retour au passé somoziste est exclu et le texte dénonce les actes contre-révolutionnaire ainsi que l'ingérence nord-américaine et toute intervention de l'impérialisme.

Fin juin : attaques multiples de bandes somozistes à partir des frontières du Nicaragua. Mobilisations ouvrières et paysannes contre les terroristes contre-révolutionnaires.

leurs propriétaires partis depuis plus de six mois, les terres exploitées en métayage, au-dessus de 50 manzanas dans la zone pacifique, de 100 dans le reste du pays, les terres non utilisées, mal exploitées ou données en fermage, au-dessus de 500 manzanas dans la zone pacifique et de 1 000 dans le reste du pays.

L'INRA estime à 100 000 le nombre des paysans sans terre qui recevront des terres dans le cadre de la loi. Il faut rappeler que l'administration évalue à 335 000 la population active agricole, parmi laquelle 64 000 ouvriers agricoles sont employés dans les fermes d'Etat.

Le COSEP dénonce immédiatement « les confiscations d'entreprises » caractérisées comme un « acte totalitaire... violant les principes élémentaires de la propriété privée... et les droits de l'homme ».

28 juillet : la JGRN interdit les grèves dans les services publics.

AOÛT 1981

Suspension du « Forum national de la discussion ».

Le COSEP mène une bataille juridique s'appuyant sur la « loi de amparo », loi de protection de la propriété capitaliste, contre les mesures de confiscation du 19 juillet 1981, obtenant l'annulation de la confiscation des terres de deux propriétaires fonciers absents du Nicaragua.

Violente polémique à propos de déclarations attribuées au ministre des Relations extérieures, le père Miguel d'Escoto — et vivement démenties —, selon lesquelles « Monseigneur d'Obando serait le principal moteur de la contre-révolution ».

Visite à Managua de M. Enders (secrétaire d'Etat adjoint aux affaires américaines).

SEPTEMBRE 1981

6 septembre : Le gouvernement annonce des « lois d'urgence économique et sociale » afin de maintenir « un climat d'ordre et de stabilité interne favorisant l'effort pour la production et le travail » et « le maintien et la consolidation de la paix sociale afin de garantir le modèle d'économie mixte et le pluralisme politique ».

La loi de réforme agraire décide l'expropriation des terres suivantes : les terres abandonnées par

Le gouvernement décide la suppression pendant un an du droit de grève.

OCTOBRE 1981

Au nom de la défense des « lois d'urgence économique et sociale », arrestation puis condamnation à sept mois de prison du président du COSEP Enrique Dreyfus, ainsi que de deux autres membres, Benjamin Lanza (président de la chambre de construction), Alejandro Bolanos (président de la Chambre d'industrie), reconnus coupables de la publication d'un manifeste (le 19 octobre) dans lequel ils accusent le gouvernement sandiniste de transformer la « révolution en une aventure marxiste-léniniste qui ne peut que faire couler davantage de sang et entraîner davantage de souffrances pour notre peuple ».

Arrestation et condamnation à trois ans de prison de Eli Altamirano, dirigeant du PCN, ainsi que de 24 autres militants du PCN et de la CAUS. Le juge leur reproche d'avoir encouragé des grèves et assuré la publication d'un journal en infraction avec la loi, journal dans lequel il est affirmé que le gouvernement a dévoyé le processus révolutionnaire dans une option capitaliste et où il est demandé l'instauration d'un « gouvernement des travailleurs et des paysans ».

Mobilisation de dizaines de milliers de manifestants dans les usines, quartiers et villages, et manifestation de masse à Managua le 13 octobre, contre les menaces d'intervention impérialiste.

NOVEMBRE 1981

Le gouvernement nicaraguayen déclenche l'état d'alerte de l'armée « en raison des menaces d'actions militaires que les Etats-Unis font peser sur le pays ».

DÉCEMBRE 1981

Barricada, le journal du FSLN appuie l'intervention de l'armée polonaise contre les travailleurs et le peuple polonais.

JANVIER 1982

Mi-janvier : découverte d'un complot visant à des actions terroristes

(contre la principale raffinerie et la cimenterie du Nicaragua, et attentats contre les dirigeants sandinistes) impliquant des membres de l'ambassade du Venezuela et les services secrets argentins.

Libération de trois dirigeants du COSEP.

Deuxième assemblée sandiniste (structure du FSLN dans laquelle sont cooptés les dirigeants du Front). Celle-ci tente de définir les bases d'un nouvel accord national avec la bourgeoisie : renforcement du Conseil d'Etat avec la présence de toutes les forces politiques, économiques et sociales. Réaffirmation et perfectionnement du système dit « d'économie mixte ». Promotion du secteur privé, garanties et appui pour les activités des producteurs privés qui respectent la légalité (une part des revenus du secteur privé sera payée en certificats de disponibilité en dollars US).

A l'extérieur, création de la Communauté démocratique centro-américaine (CDCA), regroupant le Costa Rica, le Honduras et le Salvador, « premier pas vers des actions de sécurité collective » destiné à isoler le Nicaragua.

FÉVRIER 1982

Grande campagne du Département d'Etat américain dénonçant le danger représenté par le Nicaragua pour l'Amérique centrale. Le Washington Post dénonce l'existence d'un plan de la CIA pour déstabiliser le Nicaragua. Distribution de 5 000 hectares de terres confisquées à des coopératives de paysans dans la région de San Albino.

Lors de la réunion à Managua de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique centrale (COPPAL, allant du Parti libéral colombien à l'APRA péruvienne, en passant par le PRI mexicain, le FDR du Salvador, etc.), proposition par Lopez Portillo, président du Mexique, d'un plan de paix global pour l'Amérique centrale.

MARS 1982

Accentuation de la campagne de Washington avant les élections salvadoriennes du 28 mars, pour

dénoncer le militarisme nicaraguayen et cubain.

Le Washington Post informe que Reagan aurait autorisé la CIA à des opérations pour déstabiliser le régime sandiniste du Nicaragua.

Le 15 mars, le gouvernement du Nicaragua décrète la suspension des garanties constitutionnelles et proclame l'état d'urgence « pour faire face à la menace d'agression étrangère ». Ces décisions interviennent après le dynamitage de deux ponts près de la frontière avec le Honduras, la multiplication d'incidents armés avec les bandes somozistes réfugiées au Honduras.

Robelo, dirigeant du parti bourgeois MDN, affirme son accord avec les mesures d'état d'urgence. Début des propositions de négociation de la part de l'administration Reagan. 26 mars, Daniel Ortega dénonce au Conseil de sécurité de l'ONU les menaces contre le Nicaragua, appuie le plan de paix de Lopez Portillo, se déclare prêt aux négociations, refuse toute atteinte à la souveraineté du Nicaragua en matière de défense nationale.

AVRIL 1982

15 avril : renouvellement de l'état d'urgence pour un mois (pendant le mois écoulé, il y a eu 20 attaques armées dont deux avec participation de l'armée du Honduras, 20 violations de l'espace aérien, des incursions dans les eaux territoriales).

Mobilisation des réserves et des milices populaires ; organisation de la défense civile, impôt spécial pour la défense ; suppression des vacances de la Semaine Sainte. Washington informe de l'établissement d'un dialogue direct avec le Nicaragua.

Déclarations de Eden Pastora (ex-commandant Zero) depuis le Costa Rica pour le renversement armé du gouvernement sandiniste.

16 avril : Washington estime qu'« après la Conférence de presse de Pastora, il compte avec une position négociatrice plus forte ».

La direction du FSLN dénonce les déclarations de Pastora comme un « élément de plus dans les plans déstabilisateurs de l'actuel gouvernement américain ».

Distribution de 20 000 hectares de terres confisquées à 11 coopératives du pays (70 000 hectares de terres expropriées jusque-là).

SALVADOR

« L'administration Reagan a accouché d'un monstre »

« L'administration Reagan a accouché d'un monstre : l'actuel schéma de pouvoir au Salvador, et il lui est arrivé la même chose qu'au Dr Frankenstein. Il veut que la communauté internationale dise qu'il a un visage humain à force de maquillage. »

C'est par cette formule imagée qu'un membre du FDR décrivait le gouvernement du nouveau président du Salvador, Alvaro Mangana. Il est certain qu'il n'a pas fallu attendre très longtemps pour que, sous le maquillage, apparaisse la décomposition.

Sous la pression directe de l'administration Reagan et de l'armée salvadorienne, s'était formé début mai, après plus d'un mois de crise politique, un gouvernement composé de l'extrême-droite fascisante, de la Démocratie chrétienne et des « indépendants » nommés par l'armée, c'est-à-dire par les principales tendances politiques représentées à l'Assemblée constituante, produit des élections frauduleuses de mars (1). C'était contre la volonté de l'extrême-droite qu'avait été imposée la présence de la Démocratie chrétienne antérieure. Rapidement, un conflit extrêmement sérieux allait éclater au sein du gouvernement et de l'Assemblée.

Le 18 mai, l'Assemblée constituante salvadorienne suspendait l'application d'un décret relatif à la réforme agraire mise en place au Salvador, il y a deux ans par le précédent gouvernement de la junte militaro-démocrate-chrétienne. Ce décret 207 permettait aux paysans qui louaient la terre

dans des propriétés de moins de 100 hectares de devenir propriétaires de parcelles ne dépassant pas 7 hectares.

Par 37 voix contre 18, les députés ont approuvé le projet de loi du président de la République, Alvaro Mangana, qui proposait de suspen-

dre temporairement l'application de ce décret pour les cultures du coton et de la canne à sucre. Les députés d'extrême-droite réussissaient à étendre cette suspension aux terres cultivant les céréales et des aliments pour animaux.

« Des conséquences incalculables »

La Démocratie chrétienne votait contre le projet de suspension qui touche 95 % des terres cultivables du pays alors que le major Roberto d'Aubuisson, leader de l'ARENA (parti fascisant) et président de l'Assemblée constituante, se prononçait ouvertement pour une « réforme des réformes » tout en maintenant les apparences afin de ne pas perdre l'appui économique et militaire des Etats-Unis qui doit s'élever à 400 millions de dollars pour l'année 1982.

Le Parti démocrate-chrétien demandait alors au président Alvaro Mangana d'opposer son veto à la suspension du décret 207 et le leader de la Démocratie chrétienne, José Napoleon Duarte,

expliquait que si cette mesure et cette orientation étaient maintenues « cela pouvait avoir des conséquences intérieures et extérieures incalculables ».

Selon l'Unité populaire démocratique, syndicat légal, « 9 600 paysans qui auraient bénéficié de la réforme agraire » ont été « délogés et dépossédés de leurs terres depuis les élections du 28 mars » (2).

L'impérialisme US avait monté l'opération « élections » pour pouvoir montrer un visage présentable du régime salvadorien. Le cynisme des représentants de l'oligarchie compromet le scénario.

Pour manifester son désaccord avec la suspension pour un an du décret 207, le Sénat américain décidait de réduire de 166 à 66 millions de dollars l'aide militaire prévue pour 1983, bien que le Département d'Etat ait déclaré que la décision de l'Assemblée nationale salvadorienne avait été mal comprise aux Etats-Unis et que la volonté du gouvernement salvadorien de réaliser le programme de réforme agraire res-

tait intacte, même si ce programme rencontrait des difficultés.

L'armée, alliée des grands propriétaires et industriels représentés par l'ARENA et le PCN, consciente que sans l'aide militaire américaine elle aurait du mal à contenir la guérilla, se prononçait en faveur de l'application de la réforme agraire. Le ministre de la Défense, le chef de l'état-major et de hauts responsables militaires ont participé dans les dernières semaines à plusieurs cérémonies de remises de titres de propriété. L'armée a même réinstallé elle-même sur leurs parcelles des paysans qui avaient été expulsés par les propriétaires. Cette position de la hiérarchie militaire a créé un climat de tension et des frictions avec le parti du major d'Aubuisson, l'ARENA.

Enfin, brisant les espoirs du parti démocrate-chrétien, le major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante, annonçait que des élections présidentielles pourraient avoir lieu au Salvador, seulement en février 1984 et que la nou-

(suite page 10)

SALVADOR

« L'administration Reagan a accouché d'un monstre »

(suite de la page 9)

velle Constitution pourrait être établie en février ou mars 1983.

« Ni pacte ni compromis »

« Le gouvernement salvadorien, miné par des divisions internes, sombre dans l'immobilisme et les divers partis qui le composent, Démocratie chrétienne et partis de droite et d'extrême-droite, peuvent arriver à un affrontement », affirmait dans une interview à l'AFP, l'ex-président Napoleon Duarte. « Dans ce gouvernement, n'existe ni pacte ni compromis » a souligné l'ex-président. « ARENA en profite pour tenter de s'imposer. Pour notre part, nous avons accepté de participer au gouvernement pour éviter que l'extrême-droite ne le domine. Actuellement, existe une grande instabilité politique, mais pour que le gouvernement tombe, il faudrait une intervention de l'armée. Or, actuellement, l'armée soutient le gouvernement », a poursuivi Duarte.

« Il y a dualité de pouvoir entre le président et l'Assemblée (où la droite et l'extrême-droite dominent) qui est élue pour préparer la nouvelle Constitution, mais qui s'occupe avant tout de gouverner le pays. Cette dualité de pouvoir et la contradiction entre un Parlement où domine la droite et un gouvernement auquel participent la droite et la Démocratie chrétienne peut amener à un affrontement. » Pour conclure, Duarte lançait un appel à la création d'une « nouvelle majorité » autour du président Mangana avec le soutien de l'armée et un programme minimum jusqu'aux élections présidentielles prévues pour le début 1984.

Quatre maires démocrates-chrétiens assassinés

C'est dans ce contexte que, tout d'abord, trois maires démocrates-chrétiens étaient assassinés. La Démocratie chrétienne en rendait responsables des éléments liés à l'armée et au gouvernement et demandait au gouvernement « de réfléchir sérieusement sur ces incidents ». « Il est inadmissible », concluait-elle, que des militants démocrates-chrétiens « subissent des persécutions et la mort (de la part) d'autorités et de personnes armées dépendant du gouvernement que nous essayons d'aider, et des forces armées avec lesquelles nous luttons ».

Quelques jours plus tard, le 1^{er} juin, le nouveau maire démocrate-chrétien de Chiniquemita, Evangelina Garcia, qui succédait à Teodoro Cruz, assassiné peu avant, était assassinée à son tour. Le parti démocrate-chrétien critiquait, dans un nouveau communiqué public, « la confusion et la politisation qui se sont généralisées chez des éléments de la Défense civile (paramilitaires) de l'armée et des corps de sécurité ».

A l'évidence, la crise qui disloque la représentation politique de l'oligarchie salvadorienne commence à disloquer les cadres mêmes de l'armée, colonne vertébrale de la dictature.

Dans une interview accordée le 3 juin au journal madrilène *El País*, Guillermo Ungo, président du

Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador, expliquait que l'un des hommes forts de la junte militaire d'avant les « élections » du 28 mars, le colonel Jaime Abdul Gutierrez, « a donné sa démission et est en situation de disponibilité chez lui, comme José Napoleon Duarte, dirigeant de la Démocratie chrétienne ».

« La moitié des votes déposés frauduleusement »

C'est dans un climat général de décomposition que le 10 juin dernier, à San Salvador, l'Université centro-américaine (UCA) régentée par les jésuites lançait l'accusation suivante : « La moitié des votes des élections salvadoriennes furent déposés frauduleusement après la fermeture des collèges électoraux. » C'était le produit de recherches réalisées par une équipe de l'UCA.

« Tout paraît indiquer, explique le correspondant de *El País* à Mexico (3), que le matin suivant les élections, les partis se présentant furent d'accord pour doubler au moins le nombre de leurs bulletins de vote, selon des révélations d'un ambassadeur accrédité dans la capitale salvadorienne. Il s'agissait de montrer au monde une participation massive aux urnes pour justifier la stratégie électorale face à la guerre civile, décidée par Washington en accord avec la Démocratie chrétienne.

Bien que le nouveau président Alvaro Mangana, désigné par l'Assemblée issue de cette farce électorale, ait repoussé cette accusation, Jorge Bustamante, titulaire du conseil électoral, admet cependant que le résultat final a pu être gonflé de 10 % « Je sais qu'il y a eu fraude », a-t-il déclaré, « et qu'elle fut mal faite, parce qu'elle aurait dû être plus crédible. »

Ainsi donc commence à se fissurer le formidable bloc qui, dans une campagne de propagande effrénée, tenta de convaincre les travailleurs du monde entier que la démocratie avait fonctionné le 28 mars au Salvador, cela afin d'aider à l'écrasement des masses du Salvador.

Nouvelle offensive de la guérilla

En effet, à peine achevée l'opération de nettoyage menée par l'armée dans le Chalatenango (4), celle-ci doit faire face à l'occupation, depuis le 5 juin dernier, de la ville de Perquin, à 120 km à l'est de San Salvador (dans le département de Morazan) près de la frontière du Honduras, par la guérilla, alors que cette dernière dynamitait 15 autobus à San Salvador et que dans plusieurs villes autour de Perquin elle attaquait les forces armées à San Fernando, ainsi que dans d'autres points du pays comme à San Vicente, à 50 km à l'est de San Salvador.

L'armée a dû dépêcher dans la zone de Perquin des éléments des trois bataillons d'intervention rapide entraînés par des instructeurs américains, « Atlacatl », « Ramon Belloso » et « Atonal ». Dans le même temps, les Etats-Unis livraient le 15 juin 10 avions militaires à l'aviation salvadorienne.

Pourtant, cette aide militaire qui ne se dément pas, pour meurtrière qu'elle soit (et qui exige une bataille acharnée du prolétariat mondial pour l'interdire), ne peut empêcher le processus de décomposition lar-



Le major d'Aubuisson, dirigeant du parti d'extrême-droite ARENA et président de l'Assemblée nationale issue des « élections » truquées du 28 mars 1982.

gement engagé au Salvador. Dans ce sens, s'appuyant sur les propositions du plan Lopez Portillo, l'impérialisme US doit chercher à combiner l'œuvre de génocide qu'il arme avec des manœuvres diplomatiques visant à trouver un réaménagement du « schéma de pouvoir » qu'il a contribué à mettre en place au Salvador.

Pourtant, après son engagement total derrière l'agression de l'impérialisme britannique aux îles Malouines, son dispositif contre-révolutionnaire, contre la révolution en Amérique centrale, est entré en crise. Un nouveau tournant politique se prépare pour la révolution centro-américaine.

(5) Dans cette interview, Guillermo Ungo précisait que si la situation se poursuivait, « les forces armées arriveraient à des conclusions semblables à celles auxquelles arriva Majano quand il dirigea avec d'autres le renversement du général Romero en 1979 ». Et à la question : « Collaboreriez-vous à une formule comme celle-là ? », il répondit : « Il s'agit de ne pas répéter cette expérience. L'armée doit renoncer à être le principal facteur de pouvoir, chose qu'elle est au Salvador. Mais plus ou moins un type de schéma plus ample que celui-là pourrait être viable. »

Enfin, il jugea très « intéressant » le voyage de Majano chez le président du Venezuela démocrate-chrétien, Herrera Campins, où Majano se présenta comme intermédiaire entre le secteur institutionnel de l'armée et le FDR afin

d'obtenir un accord entre les deux et d'inclure plus de secteurs encore. Ce type de schéma pour lequel Ungo semble donner son accord est celui qui conduisit à la formation de la junte en 1979 à partir de laquelle l'armée et l'oligarchie purent préparer leur offensive mortelle contre les masses salvadoriennes : plus de 30 000 morts depuis novembre 1979.

Est-ce pour cela que luttent héroïquement les masses salvadoriennes ? Si personne ne peut s'opposer à des négociations, à l'utilisation de contradictions au sein des forces de l'ennemi, ce n'est qu'à partir d'une ferme position pour la destruction de la dictature militaire que celles-ci peuvent être utilisables et non à partir d'un aménagement de celles-ci, position qui est celle du plan Lopez Portillo.

La fraude électorale du 28 mars

Extraits de l'article de Jésus Ceberio, correspondant à Mexico, paru dans le numéro du 10 juin du journal madrilène *El País*.

« (...) Selon les résultats officiels annoncés presque une semaine après les élections, le nombre de suffrages exprimés a été supérieur à un million et demi (1 551 687). En l'absence d'un recensement, le conseil électoral avait déclaré quelques semaines auparavant que les Salvadoriens en âge de voter n'excédaient pas 1,2 million. Tous les hommes politiques, y compris l'ex-président Napoleon Duarte, avaient affirmé que si le nombre de voix dépassait le demi-million ce serait un succès (...). Ce million et demi de voix donna l'occasion à Ronald Reagan de parler d'un rejet populaire des méthodes violentes de la guérilla.

L'étude de l'UCA, qui publiera cette semaine sa revue *Processus*, conclut que dans le meilleur des cas, les suffrages exprimés n'auraient pu être supérieurs à 1,1 million, en supposant que les 4 021 urnes ouvertes dans le pays aient fonctionné pendant douze heures au rythme d'un électeur toutes les deux minutes et demie.

Etant donné que la durée moyenne a été de huit heures par bureau, il est impossible, conclut l'équipe universitaire, que l'on ait pu y déposer plus de 772 000 bulletins de vote. Si l'on manie les calculs du conseil électoral lui-même (3 minutes par vote), ce chiffre se réduit à 643 000. Dans tous les cas, cela fait moins de la moitié du scrutin officiel.

Dans la matinée du 29 mars, le conseil électoral interrompit le dépouillage en raison des circonstances dans lesquelles s'était déroulé le vote et qui empêchaient l'arrivée de résultats de divers départements. A ce moment-là on avait décompté 881 000 votes, ce qui selon la version officielle correspondait à 80 % des bureaux. Des 20 % restants, on décomptera très vite jusqu'à 700 000 suffrages.

Tout cela explique que la principale préoccupation de l'ambassadeur nord-américain, Deane Hinton, ait été au lendemain des élections d'éviter par-dessus tout que l'on commence à parler de fraude. Le Département d'Etat tentait de justifier ainsi, en marge du résultat électoral lui-même, la régularité du processus.

Des porte-parole du parti d'extrême-droite ARENA, qui fut le grand vainqueur avec son leader Roberto d'Aubuisson, assurèrent le même jour qu'ils ne déposeraient pas de plainte pour fraude, tout en reconnaissant son existence. Ils contredisaient ainsi les déclarations faites peu de temps avant la fermeture des collèges. Entre temps, il y avait eu un déjeuner avec Hinton, auquel assistèrent les dirigeants de tous les partis et duquel surgit l'accord de ne pas remettre en cause le scrutin officiel.

Un des députés élus se plaît à qualifier ce fait de « pacte ». Le président du conseil électoral, qui avait annoncé à plusieurs reprises qu'il démissionnerait s'il remarquait l'ombre d'une fraude, admet aujourd'hui qu'elles se sont produites et que les urnes ont été bourrées après la fermeture des bureaux, bien que les preuves lui manquent pour le démontrer. »

BRÉSIL

Crise de la dictature et mouvement des masses

Le 6 juin dernier, le PDS (Parti démocratique social, gouvernemental) a tenu des conventions dans six Etats du pays pour choisir ses candidats aux élections de novembre. La mésentente a donné le ton à ces conventions, en particulier dans celle qui s'est déroulée à Sao Paulo, l'Etat le plus important du pays. Les échanges de coups de poing, de pied, les jets de micros y furent monnaie courante.

Le 27 mai, le gouverneur de Rio Grande do Sul, Amaral de Souza (membre du PDS), annonçait que près de 10 tonnes d'archives du Département d'ordre politique et social (DOPS) de l'Etat (organisme faisant partie de l'appareil répressif de la dictature militaire) avaient été brûlées.

Par cette attitude démagogique, il cherchait un appui populaire, car la nécessité de démanteler l'appareil répressif est profondément ressentie par les travailleurs. Cependant, le 2 juin, un général déclara à la revue *Veja* que les fiches qui avaient été brûlées avaient été auparavant dûment enregistrées sur des bandes d'ordinateur et mises entre les mains de la police fédérale. Nouvelle mésentente au sein du régime.

De tels événements se produisent de plus en plus fréquemment. La vérité est que l'inquiétude va croissant au sein du gouvernement et de son parti. Bien que tous soient d'accord sur les objectifs, c'est-à-dire empêcher la montée de la lutte des travailleurs et renforcer le pouvoir de Figueiredo, des querelles se produisent quant à la manière d'y parvenir dans une période précisément marquée par l'absence d'une quelconque base sociale significative sur laquelle puisse s'appuyer la dictature militaire, si ce n'est la bourgeoisie et l'impérialisme.

Ces convulsions indiquent la crise qui s'approfondit à l'intérieur même du régime militaire et de ses institutions, constamment ébranlées par le mouvement des masses.

La place du PT dans la construction de la centrale unique des travailleurs

C'est à l'intérieur de cette crise que les travailleurs construisent leur

organisation indépendante, vers la centrale unique des travailleurs (CUT), dont la fondation avait été fixée pour le second semestre de l'année en cours par la 1^{re} CONCLAT (Conférence nationale des classes laborieuses, réalisée en août de l'année dernière avec plus de 5 000 délégués).

Fidèle à sa politique de soutien à la dictature, le stalinisme, qui est majoritaire au sein de la commission nationale pour la CUT, vient de tenter de porter un coup aux travailleurs.

Par une circulaire envoyée à tous les syndicats, l'organe exécutif de cette commission suggère d'engager une discussion sur la viabilité de la réalisation du congrès de fondation de la CUT et de la CONCLAT elle-même en 1982, remettant ainsi en question la décision démocratique de plus de 5 000 délégués.

L'objectif du PC brésilien est clair : trancher le fil de la continuité de la démocratie imposée par les travailleurs lors de la CONCLAT de l'année dernière, et qui exigeait la réalisation de la 2^e CONCLAT cette année ainsi que la fondation de la CUT ; étouffer le mouvement qui secoue la structure syndicale, pilier de la dictature, et qui est contradictoire à l'existence d'une centrale.

A l'intérieur du PT, cette discussion se déroule. Beaucoup s'interrogent : sera-t-il possible de réaliser la CONCLAT ou de construire la CUT en ayant à faire face à une direction comme celle-ci, qui veut remettre en cause la démocratie au sein du mouvement ouvrier ? Ne serions-nous pas en train de préparer le terrain à une CUT de chapeliers ?

Dans les rencontres entre syndicalistes membres du PT qui se sont tenues jusqu'à présent, la position dégagée a été la suivante : il faut garantir l'accomplissement des décisions de la 1^{re} CONCLAT et préparer la 2^e ; il faut impulser la constitution de la CUT à travers la concrétisation des rencontres régionales préparatoires à la CONCLAT, où, à ce moment-là réellement, avec la participation massive des travailleurs, seront décidés les

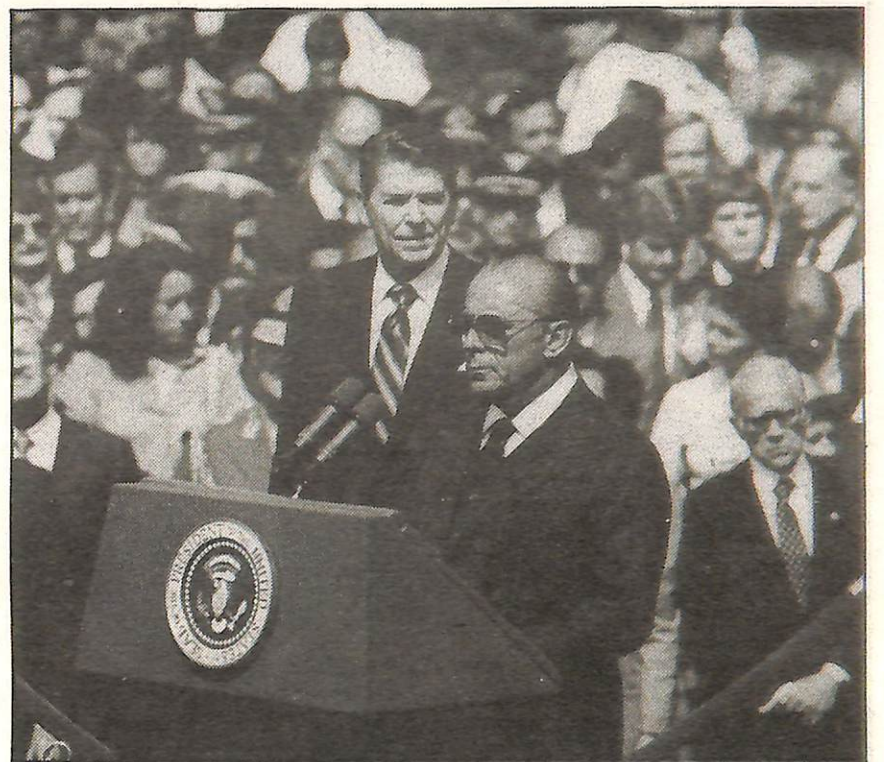
pas à effectuer en direction de la fondation d'une CUT indépendante et démocratique par la base. Telle est la seule position correcte, capable de garantir un processus démocratique de discussion au sein du mouvement ouvrier, et c'est contre cela et contre la CONCLAT que stalinien et « pelegos » (1) se lancent à corps perdu.

Le développement du PT : source de crainte

C'est la même crainte qui s'empare du PDS, de Figueiredo et de toute son équipe militaire de Brasilia (la capitale fédérale). Et la cause en est évidente : l'émergence du PT au sein des combats de la jeunesse et des travailleurs, comme le seul parti qui apparaisse toujours plus aux yeux des larges masses exploitées et opprimées du pays comme celui qui est réellement intéressé au renversement de la dictature militaire.

Ce n'est pas un hasard si, lors des grèves récentes (parmi lesquelles beaucoup ont été victorieuses, comme celles des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo et de Niteroi), le PT a eu un rôle de premier plan, participant à la reprise des mobilisations qui s'est effectuée à partir du mois de mars dans tout le pays.

Dans cette situation, le caractère du PMDB (parti d'opposition bourgeois à l'intérieur duquel intervient le PCB) comme parti créé par le régime lui-même, apparaît de plus en plus clairement aux yeux de millions de personnes. A cet effet, ce n'est pas seulement sa politique ouverte de soutien à Figueiredo (dans le mouvement étudiant, par exemple, les « péemdebistes », qui dirigent l'Union nationale des étudiants, font passer la politique du gouvernement d'implantation de l'enseignement payant à travers tout le pays) qui y contribue, mais encore les « personnalités » mêmes que ce parti met en avant comme candidats : dans cinq Etats du pays au moins, les candidats du PMDB au gouvernement sont d'anciens gouverneurs nommés par la dictature elle-même : des hommes, enfin, compromis au dernier degré



Le chef de la dictature militaire du Brésil, le général Figueiredo, reçu par Reagan en mai 1982.

dans les tortures, les emprisonnements, le chômage et la misère dont ce régime est la cause.

Evidemment, fidèle à son rôle, le PMDB mène aujourd'hui une campagne d'attaques contre le PT, l'accusant de « diviser les oppositions ». Mais seul le fait que le PT apparaisse comme la seule opposition réelle peut expliquer sa force, ainsi que la présence massive des travailleurs et des jeunes aux meetings que le parti est en train de tenir pour lancer ses candidats dans les différents Etats du pays.

A Sao Paulo, plus de vingt mille personnes ont participé au lancement de la candidature de Lula (cf. *Tribune internationale* n° 4). Et pour ne citer que quelques exemples, les meetings réalisés par le PT à Curitiba et à Campinas avec la présence de Lula ont vu se presser respectivement 5 000 et 2 000 personnes.

A vue d'œil, la perspective d'utiliser les candidatures du PT, en particulier celle de Lula, se concrétise, pour les masses, comme un instrument pour centraliser leurs luttes et

avancer vers le renversement de la dictature militaire.

Ce mouvement constitue l'affirmation du Parti des travailleurs comme un parti ouvrier indépendant, organiquement contradictoire avec les institutions du régime.

Après la victoire obtenue par la non-condamnation de Lula (cf. *Tribune internationale* n° 3 et n° 4), ces meetings et le lancement définitif des candidats du PT qui a eu lieu récemment, à tous les niveaux à Sao Paulo et d'autres Etats du pays, mis à part le fait qu'ils ont permis la constitution de nombreux comités électoraux unitaires du parti, marquent un pas décisif du prolétariat brésilien dans la lutte pour la fin de la dictature, pour la conquête de ce qui est la devise du PT, c'est-à-dire « Terre, travail et liberté ».

Jorge Adamastor,
le 7 juin 1982.

(1) Pelegos : c'est le nom que les travailleurs donnent aux dirigeants des syndicats officiels liés à la dictature.



Grève des ouvriers de Fiat à Rio en juin 1981.

Etudiants

Peu à peu, dans le cadre d'un processus de type « boule de neige », les étudiants qui appuient le Parti des travailleurs (PT) sont en train de gagner un certain nombre d'élections, y compris dans des instances traditionnellement contrôlées par des directions de type stalinien qui sont majoritaires dans le mouvement étudiant brésilien. C'est ce qui s'est produit dans les instances des Etats de Minas Gerais et du Parana, ou encore à l'Université fédérale de Bahia. C'est ce qui s'est produit plus récemment à l'Université catholique de Sao Paulo, où, malgré la défection de *Convergence socialiste* (1) (qui avait présenté une liste pour laquelle les voix recueillies étaient moindres que les votes blancs ou nuls), la liste du PT a défilé la droite et les stalinien. Le nom de cette liste du PT est symptomatique : « L'hiver est à vous, le printemps sera à nous. »

Le même phénomène a pu être observé lors des récentes élections pour l'Union des lycéens de Sao Paulo, où les listes qui appuyaient le PT ont obtenu 80 % des voix !

Cette avancée du PT au sein de la jeunesse signifie un effondrement de la « domination » que les directions de type stalinien y exercent, une véritable volte-face. Elle reflète, en réalité, l'avancée que l'ensemble du parti effectue dans son combat pour renverser la dictature militaire et toutes les forces qui s'acharnent à la maintenir en place.

Dans ce sens, le résultat de ces élections étudiantes annonce ce qui devra se dérouler en novembre, quand se tiendront les élections prévues par le régime de Figueiredo.

(1) *Convergence socialiste* est l'organisation qui, au Brésil, défend les positions de N. Moreno.

Après la défaite militaire de l'Irak

EN deux grandes offensives, l'une fin mars et l'autre déclenchée fin avril, l'armée irakienne a repris le contrôle de la province pétrolière du Khouzistan (sud de l'Irak), l'un des principaux enjeux de la guerre.

Le 24 mai, la chute de Khorramchar, occupée par les Irakiens depuis octobre 1980, consacre une grave défaite des forces armées irakiennes. Le régime de Saddam Hussein se trouve menacé d'une crise profonde après ce revers.

Pourtant, l'ordre donné aux forces irakiennes était formel : les officiers et les soldats devaient défendre la ville « jusqu'à la dernière cartouche, cette région étant un axe stratégique sur l'axe de Bassorah à Bagdad ».

Mais, dès le premier assaut, les troupes irakiennes cédèrent. Sur les 30 000 à 35 000 soldats de la garnison, près de la moitié battirent en retraite par des ponts de bateaux traversant le Chatt el Arab ; 15 000 se rendirent et 2 000 furent mis hors de combat (tués et blessés).

Il ne s'agit donc pas d'un « repli stratégique » comme le prétend Bagdad, mais d'une déroute de l'armée la plus puissante de la région, élément d'équilibre particulièrement important après la chute du régime du chah en Iran.

Cela explique la crainte manifestée au sein des Etats de la région (Egypte, Irak et même Syrie, pourtant alliée à Khomeini), et en particulier des monarchies du golfe, directement menacées. Cela explique les réactions de l'impérialisme qui, en accord avec la bureaucratie de Moscou, cherche à maintenir en place le régime de Saddam Hussein et à éviter une nouvelle secousse aux conséquences imprévisibles. Et cela n'a rien à voir avec des illusions sur un rôle « révolutionnaire » du régime de Khomeini. Mais il faut en revenir aux origines de la guerre.

L'échec de Saddam Hussein

D'après la revue *Jeune Afrique*, l'Arabie Saoudite a joué un rôle direct dans l'incitation de l'Irak à déclencher la guerre contre l'Iran.

Le 5 août 1980, le roi d'Arabie Saoudite reçoit Saddam Hussein et pousse son hôte à attaquer l'Iran. La situation est des plus favorables, avec un régime déchiré par des luttes de fraction, incapable d'écraser les Kurdes, embourbé dans l'affaire des otages et dont l'armée, décapitée et privée de tout réapprovisionnement en équipements majeurs et en pièces de rechange, est peu sûre.

Riyad promet une aide financière massive et fournit en prime un rapport établi par les services spéciaux américains, qui « donne des précisions sur l'état de l'armée irakienne, ses effectifs, ses positions, ses équipements encore opérationnels et divers renseignements très confidentiels. Bref, un plan d'invasion détaillé. » (2).

Saddam Hussein précise alors ses objectifs :

— abrogation de l'accord d'Alger de 1975, et souveraineté totale sur le Chatt el Arab, qui permet de contrôler tout le golfe,
— création d'un Khouzistan arabe indépendant (90 % du pétrole d'Irak) qui serait détaché d'avec le Kurdistan de l'Iran. Ainsi amputée de ces deux provinces et confrontée à des soulèvements civils et militaires, la République islamique s'effondrera.

Dans une conférence de presse faite à Bagdad le 10 novembre 1980, il se déclarera partisan du « démembrement, de l'affaiblissement, de la ruine et de l'instabilité de ce pays ».

Il ne réclamait aucun territoire, « mais si les Arabes de l'Arabistan (Khouzistan), les Kurdes, les Baloutches et les Azerbaïdjanais d'Irak veulent avoir une position autre, alors, c'est une autre affaire ».

La réponse du Khouzistan « arabe », province qui se trouva à l'avant-garde de la mobilisation populaire contre le régime impérial et qui se dressa dès les premiers mois de la « République islamique » contre la remise en cause des libertés ouvrières et contre l'oppression des nationalités, ce fut un soulèvement général contre les troupes qui agissaient pour le compte des monarchies et de l'impérialisme. Après Ahwaz et Abadan, où se trouvait concentré le prolétariat des industries et du pétrole, Khorramchar fut défendue maison par maison par les milices, les syndicats et les shoras (conseils d'usine et de quartier). Elle tomba après 40 jours d'une lutte acharnée, mais l'avance irakienne était brisée.

La ligne du front se stabilisa, pendant des mois la guerre s'immobilisa...

Puis, en septembre-novembre 1981, une offensive très meurtrière dégage Abadan. Celle lancée le 22 mars 1982, Fath (Victoire), se déroule en plusieurs phases, et aboutit à un effondrement de l'armée irakienne.

Pourtant, Bagdad a reçu une aide financière massive des monarchies arabes (24 milliards de dollars) et des banques internationales, une aide militaire de l'Egypte, de la France, des Etats-Unis et de l'URSS. « Cette aide aurait ainsi permis aux Irakiens de faire face à l'importante offensive irakienne de novembre-décembre 1981 dans le Khouzistan. On a signalé l'apparition d'Antonov 22 dans le ciel irakien au début de décembre 1981, d'une accélération de la livraison prévue de MIG 25 et d'une reprise de la livraison prévue de chars T62 et T72. La détérioration des positions militaires irakiennes laissait entrevoir le pire, et l'on craignait même pour la sécurité de Bagdad. Cette fois, l'URSS a paru bien décidée à aider l'Irak à maintenir sur le terrain le statu quo... et à éviter surtout une défaite irakienne qui déboucherait sur un bouleversement stratégique de la région. » (3)

Eviter l'effondrement du régime de Saddam Hussein

Le caractère de la guerre au moment de son déclenchement par l'Irak avait été défini sans équivoque par le Comité paritaire (4) dans une déclaration en date du 6 octobre 1980 : « Aussi bien du point de vue de l'impérialisme mondial que du point de vue de la bureaucratie du Kremlin, en défense de leur alliance contre-révolutionnaire, il fallait mettre en place un dispositif contre-révolutionnaire.

Après l'échec de la tentative de libération des otages américains, après l'incapacité manifeste de la bureaucratie du Kremlin à stabiliser l'Afghanistan, après l'échec de Khomeini et de Bani-Sadr à liquider le peuple kurde, à liquider les shoras et à reconstruire l'Etat bourgeois, après le coup d'Etat en Turquie, la guerre contre-révolutionnaire de l'Irak contre l'Iran représente une tentative pour infliger à la révolution irakienne une défaite majeure, afin de tenter que la contagion révolutionnaire ne puisse embraser toute la région où la domination de faibles Etats est profondément déstabilisée. Mais, d'ores et déjà, cette tentative commence à se briser devant la résistance des masses.

Le peuple arabe du Khouzistan, dans les villes d'Ahwaz, Khorramchar, résiste les armes à la main contre l'envahisseur. Le peuple du Khouzistan a su de quel côté se trouve la défense de ses conquêtes et de ses droits nationaux. »

Pendant dix-huit mois, la guerre a paru s'enliser tandis que la terreur du régime de Khomeini (utilisant d'ailleurs « l'état de guerre ») frappait cruellement le mouvement des masses comme moyen de reconstruction de l'Etat bourgeois. Nul doute, d'ailleurs, que le régime de Khomeini ne tente d'utiliser, en Iran, à des fins réactionnaires, ses succès militaires. Ces « buts de guerre » ou de pression sur l'Irak ne sont aujourd'hui nullement déterminés par une volonté « anti-impérialiste » ou par des objectifs nationaux. Mais la situation qui se développe aujourd'hui n'est pleinement contrôlée par personne.

Aujourd'hui, dans ces conditions, l'échec militaire de l'Irak signifie avant tout une aggravation de la crise dans tout le Proche-

Orient. C'est pourquoi toutes les forces « d'ordre » concourent pour éviter que ne craque ce régime dont la défaite à Khorramchar révèle la faillite interne.

Il est trop tôt pour mesurer les conséquences de l'événement, pas seulement en Irak, mais en Iran même.

Une chose est certaine, le régime irakien est en crise. Les manifestations qui se sont déroulées à Bagdad en mai le manifestent...

Le Proche-Orient n'a pas fini d'exploser.

M. Aklouf.

(1) *Jeune Afrique*, 9 juin 1982.

(2) *L'Irak en guerre*, (Maghreb Machrek) - janvier/mars 1982.

(3) AFP - 26 mars 1982.

(4) Le Comité paritaire était l'organisme qui prépara la Conférence mondiale de décembre 1980, constitutive de « IV^e Internationale (Comité international) ».

CHRONOLOGIE

1920 : Conférence de San Remo - partage de « l'Arabie turque ».

1920-1932 : Mandat britannique. Mise en place d'une monarchie et d'un Parlement sous tutelle.

1932 : Indépendance octroyée. L'Irak entre à la SDN. Importants privilèges accordés aux Britanniques (pétrole et bases militaires).

1932-1958 : L'Irak hachémite. La crise sociale et politique ébranle le régime. Entre 1931 et 1936, l'armée, encadrée par des officiers anglais et organisée comme une force répressive, écrase quatre soulèvements : Kurdes, Assyriens, Chiïtes, Yezedis.

Avril 1941 : Le coup d'Etat de Rachid Ali Gaylani, inspiré par Berlin, est écrasé en mai par les Anglais. Leur fidèle, Nouri Saïd, revient au pouvoir et reprend la politique des nationalistes arabes des années 1920 : la Grande Syrie (Palestine, Liban, Jordanie, Syrie, Irak) rebaptisée « Le Croissant fertile ».

1945-1946 : Insurrection du Kurdistan.

1952 : Manifestations de masse contre le renouvellement de l'accord de l'Irak Petroleum Company (IPC) avec l'Irak. Répression sévère. Suppression des partis politiques et des libertés après les élections troubles de 1954.

1955 : Révolution du 14 juillet. La République est proclamée à Bagdad après un coup d'Etat militaire où « la rue » joue un rôle décisif. Dans tout le pays, les masses s'organisent : abolition de la fédération hachémite (Irak - Jordanie). Retrait du pacte de Bagdad, formation de syndicats indépendants et de milices (« les Forces de la résistance populaires » : 30 000 à 40 000 hommes et femmes), d'une Union des Jeunesses démocratiques, de la Ligue pour la défense des droits de la femme... L'armée est épurée, les institutions de la monarchie démantelées, les grands domaines sont occupés par les paysans. Large autonomie accordée aux Kurdes.

Mars 1959 : Coup d'Etat du nassérien Chaouaf à Mossoul, écrasé par les milices et les Kurdes. Vague d'arrestations et de confiscations de biens à Mossoul. Mais le Parti communiste irakien, le plus important du Proche-Orient, qui contrôle syndicats et organisations de masse, freine. Ses ministres acceptent l'ensemble des mesures que le président Kassem prend contre les syndicats, les milices, les Kurdes.

1963 : Appuyés par l'impérialisme, les militaires du BAAS prennent le pouvoir en Syrie et en Irak. Répression massive en Irak.

1963-1966 : Dictature du maréchal Aref qui se rapproche de Nasser et de la bourgeoisie égyptienne. A sa mort, une crise politique éclate entre les différentes fractions militaires et civiles du BAAS.

1968 : Après le coup d'Etat du général Bakr, un conseil de commandement de la révolution (CCR), dominé par les civils, contrôle l'armée, le BAAS et l'Etat. Dès 1972, Saddam Hussein, le vice-président du CCR, devient l'homme fort du pays.

1972 : Traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. Deux ministres du Parti communiste irakien au gouvernement.

1974 : Soulèvement au Kurdistan de Barzani soutenu par l'Iran.

1975 : Signature avec le chah de l'accord d'Alger. Fin de la rébellion kurde.

Juillet 1979 : Ecrasement d'un complot où se trouvent impliqués 250 membres du BAAS, de l'armée et du CCR. Rupture avec la Syrie, accusée d'avoir inspiré ce complot. Rapprochement avec les monarchies du golfe (Jordanie - Koweït - Arabie Saoudite), inquiètes du danger chiïte.

22 septembre 1980 : début de la guerre Iran-Irak.

LE BAAS

Il trouve ses origines dans les sociétés secrètes de l'Empire ottoman (après 1909), et dans le mouvement nationaliste pan-arabe. En 1939, trois professeurs, l'alaouite Al Arsouzi, le chrétien Michel Aflak et le sunnite Salah Bitar créent un Parti nationaliste arabe, Al Baas al arabi (La Résurgence arabe), dont les statuts et le programme seront adoptés à son premier congrès (avril 1947).

Si l'Islam est « la religion nationale des Arabes », l'Etat doit être, du fait de la diversité des communautés religieuses, laïque. Le BAAS se présente et se structure comme un parti d'encadrement des masses, hiérarchisé, avec des sections dans chaque pays. La direction de 13 membres (Commandement national) élue par un congrès national interarabe a vocation dans toute la nation arabe.

Le BAAS accède au pouvoir en Irak puis en Syrie, en 1963. Depuis 1968, les civils (Saddam Hussein) dirigent l'Etat et le parti. En Syrie, le pouvoir est tenu par les militaires (Assad) depuis 1970. En Irak, le pilier de l'Etat est formé par les milices du BAAS dont les chefs sont issus de la même région que S. Hussein. En Syrie, les milices sont alaouites (secte religieuse très minoritaire : 12 à 15 % des Syriens).

PORTUGAL

« Si le

A l'issue de la récente visite de Jean Paul II au Portugal, le chef de la coalition réactionnaire au pouvoir dans ce pays a émis le souhait que ce voyage soit suivi d'une « vague de pacification » de la société portugaise. Bien qu'il n'ait aucune chance d'être exaucé, ce vœu pieu du Premier ministre Francisco Pinto Balsemão définit parfaitement l'objectif poursuivi par le commis voyageur en soutane de la contre-révolution, dans son périple lusitanien.

PENDANT les 47 années du pouvoir dictatorial finalement balayé par la révolution qui a commencé le 25 avril 1974, l'Eglise catholique portugaise s'est totalement identifiée au régime, reconnaissant dans le corporatisme salazariste, et en Salazar lui-même, de purs produits de la « doctrine politique et sociale » du Vatican.

Après 1974, le mouvement révolutionnaire des masses a secoué la hiérarchie catholique, et rogné sur les bases matérielles qui lui sont si précieuses. Mais, globalement, l'édifice a tenu. Dès que cela a été possible, l'Eglise a repris du service en fournissant aux deux principaux partis bourgeois, le Parti populaire démocratique devenu PSD, et le Centre démocratique et social (CDS), leurs cadres dirigeants et une bonne part de leurs « idées », sans compter le secours électoral du prêche dominical.

La visite « pastorale » de Wojtila poursuivait un seul et même but : renforcer le concours de l'Eglise à cette tâche cruciale que la bourgeoisie portugaise n'est pas parvenue à mener à bien, à savoir la stabilisation de son appareil d'Etat.

Les conquêtes de la révolution

Depuis le « coup » du 25 novembre 1975, qui a enrayé le mouvement des masses portugaises vers la liquidation complète de l'Etat bourgeois démantelé après la chute de la dictature, la bourgeoisie portugaise n'ignore pas que la reconstruction complète de cet appareil d'Etat est indissociable de la destruction des principales conquêtes révolutionnaires arrachées par les travailleurs portugais des villes et des campagnes : la nationalisation de plus de la moitié du potentiel industriel du pays, la réforme agraire appuyée par l'occupation et l'expropriation de plus d'un million d'hectares appartenant aux grands propriétaires fonciers, la nationalisation intégrale des banques et des sociétés d'assurances, la mise en place des commissions de délégués élus des travailleurs aux pouvoirs extrêmement larges dans les entreprises, l'ensemble des dispositions légales ou de fait qui concourent à la puissance du prolétariat portugais et scellent l'alliance nouée avec la paysannerie pauvre et les couches urbaines les plus exploitées.

En dépit du concours constant et dévoué de l'appareil stalinien du PCP, de la diligence contre-révolutionnaire non moins attentive des dirigeants du Parti socialiste portugais, de la politique de division systématique dans laquelle les uns et les autres sont devenus experts, la bourgeoisie portugaise, représentée par ses partis, mais

Parlement est souverain, le peuple l'est plus encore »



Lisbonne, mai 1974 : la dictature Salazar-Caetano vient de s'effondrer. La révolution portugaise a commencé.

aussi par la hiérarchie militaire, dont le chef, le général Eanes, occupe la présidence de la République, n'est pas parvenu à détruire ces conquêtes ouvrières.

En dépit par exemple des attaques forcées contre la réforme agraire menées par tous les gouvernements depuis novembre 1975, et de l'isolement dans lequel les dirigeants du PCP se sont efforcés de maintenir le combat des ouvriers agricoles de l'Alentejo, plus de la moitié des terres qui avaient été expropriées en 1975 sont encore entre les mains des travailleurs.

Le rapport réel des forces entre les classes se manifeste, même de façon déformée, dans les processus électoraux. Si la coalition bourgeoise baptisée « Action démocratique » doit à la loi électorale et surtout à la division des partis ouvriers d'avoir une majorité de députés à l'Assemblée de la République, dans tous les scrutins sans exception depuis avril 1975 la majorité des suffrages des électeurs est allée aux représentants des organisations ouvrières.

La révision constitutionnelle...

La grande affaire de la bourgeoisie portugaise, c'est d'obtenir aujourd'hui une révision de la Constitution qui donne une base légale à une nouvelle offensive majeure contre les conquêtes de la révolution et, surtout, sanctionne le « consensus » établi à ce propos avec les directions des partis ouvriers.

Le Premier ministre Balsemao définit lui-même précisément l'objectif de cette révision constitutionnelle lorsqu'il explique qu'il s'agit pour l'Etat portugais de passer de la phase « révolutionnaire » à la phase « démocratique ».

Le texte constitutionnel élaboré par l'Assemblée constituante à majorité PS-PCP, élue en 1975, se

voulait la charte d'un Etat bourgeois « démocratique ». Et c'est ce qu'il est en effet, mais avec certaines dispositions aberrantes, au sens strict du terme, dans une Constitution bourgeoise. Dispositions imposées à l'époque par la présence des masses mobilisées, l'existence de leurs conquêtes. Le droit suivant le fait, à distance.

Exemples les plus probants : les articles 55 et 56 qui définissent les commissions de travailleurs et leurs droits. Instruments de la mobilisation des travailleurs « dans le processus révolutionnaire de construction du pouvoir démocratique des travailleurs », les commissions sont encore définies comme « élues en assemblée générale au scrutin direct et secret ».

Entre autres prérogatives, la Constitution leur reconnaît le pouvoir « d'exercer le contrôle de la gestion dans les entreprises », de se coordonner (point fondamental que la révision prévue par l'AD élimine). De la même manière, la Constitution garantit le caractère « irréversible » des nationalisations.

... reçoit l'appui du pape

A ce propos, il est extrêmement intéressant de lire les discours prononcés au Portugal par Jean Paul II, en ayant en mémoire les objectifs de la révision constitutionnelle voulue par la bourgeoisie.

Aux ouvriers de l'industrie, il affirme à Porto que les capitalistes « méritent la considération et le respect de tous », car « ils réalisent une grande œuvre en faveur du bien commun ». Dans la même allocution, il met en cause « certaines formes de revendications qui, paraissant défendre les intérêts légitimes des travailleurs, causent parfois de graves préjudices à la communauté tout entière ».

Le pape se prononce ouvertement, à Villa Viçosa, contre la

réforme agraire, en affirmant qu'elle « doit être la réforme de l'agriculture au Portugal, avec comme objectif de personnaliser le travail agricole ». Comment se prononcer plus explicitement pour le démantèlement des Unités collectives de production qui ont résisté aux attaques directes et à l'asphyxie financière organisées par la bourgeoisie ?

Ce florilège réactionnaire, dans lequel figurait évidemment la condamnation du divorce et de l'avortement, a suscité de la part du dirigeant stalinien Alvaro Cunhal (à la date d'aujourd'hui, le seul dirigeant d'un PC occidental à avoir été reçu à Varsovie par le sinistre Jaruzelski) ce commentaire admirable, énoncé de vive voix devant Wojtila : « J'ai émis le souhait qu'il garde un bon souvenir des Portugais et que les Portugais conservent un bon souvenir de sa visite au Portugal. »

Les Portugais l'ont d'ailleurs entendu différemment dans leur grande masse, puisque l'assistance aux manifestations a été plutôt maigre, le meeting « agricole » de Vila Viçosa se soldant par un fiasco complet.

Les travailleurs portugais ne souscrivent pas plus au « consensus » mis au point entre l'Action démocratique d'une part, le PS et le PCP d'autre part, sur la révision constitutionnelle.

« Le consensus »

Les objectifs poursuivis par les partis bourgeois dans la révision constitutionnelle ne sont pas difficiles à résumer : permettre la liquidation définitive de la réforme agraire, mettre en cause l'exercice du droit de grève, ouvrir la voie à la pénétration du capital privé dans les secteurs ou les entreprises nationalisés, en finir avec les pouvoirs et l'action des commissions de travailleurs, remettre en cause les droits

élémentaires dont la reconnaissance est inscrite dans la Constitution : droit à la santé, au logement, à un enseignement public et laïque.

La coalition réactionnaire au pouvoir ne peut aboutir dans ses ambitions sans appui de la part des dirigeants des partis ouvriers. D'abord, pour une simple raison d'arithmétique parlementaire : il faut rassembler une majorité des deux tiers à l'Assemblée de la République pour faire passer une modification de la loi fondamentale.

Mais surtout parce que, minoritaire dans le pays, minée par des rivalités de cliques comme l'a montré un premier renversement de Pinto Balsemao par une fraction de son propre parti en août 1981, l'Action démocratique doit faire face depuis plusieurs mois à une vague de plus en plus puissante de mobilisations ouvrières.

Bâtiment, transports aériens et urbains, industrie textile, industrie navale, chimie : depuis janvier, les grèves se sont multipliées dans tous les secteurs du prolétariat portugais. Dans toutes les consultations électorales partielles qui ont eu lieu, les candidats de l'AD ont été éliminés.

C'est certainement cependant dans les événements de Vizela que s'est manifestée avec le plus de force la volonté de la classe ouvrière et du peuple portugais de chasser la coalition réactionnaire au pouvoir.

Vizela

« sur le pied de guerre »

Le 30 avril dernier, 5 000 travailleurs de cette ville du Minho, province du nord du Portugal, venus en cars, ont manifesté devant Sao Bento, le siège de l'Assemblée de la République, à Lisbonne. La population de Vizela exige depuis des années que la ville et les communes avoisinantes deviennent une entité administrative autonome, émancipée de la tutelle de la ville voisine de Guimaraes.

Ce qui signifie, pour la population, le contrôle de décisions aussi vitales que la réouverture de l'hôpital, la construction des routes, la maîtrise des fonds publics, etc. Les dirigeants du PCP réussissent à disloquer cette première manifestation, alors que la population de Vizela était prête à occuper Sao Bento. Mais dès le 11 mai, alors que le pays est paralysé par une grève nationale que les dirigeants de la CGTP ont été contraints d'organiser pour tenter de canaliser le mouvement des masses, les travailleurs de Vizela reviennent à Lisbonne, plus nombreux, plus déterminés.

Une de leurs banderoles proclame : « Si le Parlement est souverain, le peuple l'est plus encore. » Ayant réussi à envahir les galeries de l'Assemblée de la République, les ouvriers et les paysans pauvres de Vizela couvriront d'insultes les députés de l'AD qui s'opposent une fois de plus au vote du projet de loi donnant satisfaction à leur revendication. Dans les jours qui suivent, Vizela est « sur le pied de guerre », selon l'expression d'un journal. La population envahit les rues.

Tout ce qui de près ou de loin rappelle la subordination à Guimaraes est détruit, jusqu'aux voies ferrées qui relient les deux villes et qui sont démontées sous le regard impuissant des troupes de la GNR (équivalent de la gendarmerie).

Comme le note *O Militante Socialista*, le journal de nos camarades du POUS, section portugaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », « l'inquiétude de la bourgeoisie devant le "brasier" de Vizela exprime de façon permanente la compréhension de ce que le Portugal tout entier pourrait devenir brusquement un Vizela ».

Division ou unité

Cette situation éclaire les graves événements du 1^{er} mai à Porto, où le gouvernement a lancé la « police de choc » contre une manifestation de la CGTP, assassinant deux jeunes ouvriers et en blessant plusieurs centaines d'autres.

Le prétexte à cette agression sanglante, véritable provocation contre les travailleurs, a été avancé sur un plateau par la politique de division poursuivie avec constance par les dirigeants du PCP et du PS portugais. En l'occurrence, une manifestation organisée par les dirigeants stalinien de la CGTP pour empêcher par la force la tenue d'une réunion de l'UGT (à direction social-démocrate). Réunion organisée sur une place traditionnellement accordée, chaque année pour le 1^{er} mai... à la CGTP.

En janvier dernier déjà, des membres de l'appareil stalinien portugais avaient organisé une agression contre des militants socialistes de l'UGT, venus au cimetière de Marinha Grande pour fleurir les tombes des militants ouvriers tombés lors du premier mouvement insurrectionnel contre le régime de Salazar, en janvier 1934.

Marinha Grande est la plus vieille forteresse du mouvement ouvrier portugais, et les ouvriers des verreries constituent le secteur le plus anciennement organisé du prolétariat. Cela n'en donne que plus de poids à l'appel de plusieurs centaines de travailleurs des usines de Marinha Grande, et parmi eux de nombreux délégués syndicaux et membres des commissions de travailleurs, viennent de lancer, à l'initiative de nos camarades du POUS, et qui constitue une réplique de la classe ouvrière à la politique de division.

Rappelant que depuis les événements du 1^{er} mai, chaque jour qui passe avec le maintien de l'AD au pouvoir est ressenti comme une provocation par les travailleurs du pays tout entier, l'appel diffusé nationalement demande aux députés du PS et du PCP, aux dirigeants des centrales syndicales, aux directions des syndicats et des commissions de travailleurs d'appeler « tous les travailleurs à manifester devant Sao Bento le jour où l'AD tentera de commencer la discussion de la révision constitutionnelle que le peuple lui dénie le droit de voter ».

La crise de la coalition réactionnaire au pouvoir incapable de régler les problèmes en cause ne peut que s'aggraver. La lutte des classes se développe à partir des acquis politiques du processus révolutionnaire commencé en 1974 et elle est partie prenante de tous les événements majeurs intervenus en Europe, de la défaite de Giscard le 10 mai 1981 à celle de la clique franquiste de l'UCD dans l'Andalousie voisine.

Le 23 mai 1982
Sergio Reis

ESPAGNE : LES ELECTIONS REGIONALES D'ANDALOUSIE

Une victoire politique pour les travailleurs et les peuples de toute l'Espagne

Les exécuteurs testamentaires du franquisme ont vu voler en éclats, en quelques semaines, des éléments essentiels de leur dispositif politique, la politique d'« unité nationale » qu'ils avaient imposée au mouvement politique des masses. C'est à ce moment que la bourgeoisie espagnole décide son entrée dans l'OTAN avec l'appui des pirates impérialistes qui ont envahi les Malouines ; elle renouvelle ses traités militaires avec l'impérialisme US et a mis en liberté la majorité des putschistes du 23 février.

Que se prépare-t-il en Espagne, sinon l'affrontement du prolétariat et des masses avec le régime franquiste en décomposition ? Avec la fin d'une étape débutera une nouvelle situation politique définie par la montée des travailleurs et des peuples opprimés. C'est l'heure du changement politique et social en Espagne. La vieille Espagne franquiste et réactionnaire, clérical, militaire et monarchique ne veut pas mourir. Dans son agonie, elle lance des contre-attaques qui ne correspondent pas aux rapports de force entre les classes.

VINGT % de la population d'Espagne vit en Andalousie. Un demi-million de paysans sans terre et sans travail luttent pour exproprier les latifundiaires qui vivent à Madrid faisant partie de la bourgeoisie foncière, des grandes banques qui multiplient leurs bénéfices avec la crise. 30 % de la population active est au chômage. Seuls 20 % des chômeurs obtiennent des allocations chômage... En imposant la majorité ouvrière et paysanne, tous les obstacles qui ont bloqué le mouvement politique des masses contre le gouvernement de la monarchie de Juan Carlos ont sauté.

Les travailleurs, les paysans ont centralisé leur mouvement à travers le vote PSOE, donnant ainsi la majorité absolue à ce parti, obtenant une majorité ouvrière supérieure à 60 % des votants. Ces élections andalouses avaient cependant lieu pour un « Parlement » sans pouvoir, subordonné aux Cortes et au gouvernement de la monarchie. Le patronat et le gouvernement ont fait des efforts démesurés pour éviter la défaite. Tout a été inutile. La volonté des masses a balayé politiquement et électoralement l'UCD, parti gouvernemental.

La nécessité de chasser le gouvernement UCD a été le levier qui a ouvert une dynamique de changement. Le 23 mai, avec la défaite de

toutes les formations franquistes et bourgeoises, avec la majorité absolue pour le PSOE, a commencé le changement en Espagne.

Les résultats électoraux des partis du gouvernement ne peuvent qu'être qualifiés de catastrophiques pour la bourgeoisie et son appareil d'Etat, l'UCD (Union du centre démocratique) : regroupement des familles, clan franquiste, provenant du syndicalisme vertical (CNS), le parti unique de Franco (mouvement national) qui a forgé pendant quelques années l'équivoque « parti du centre ».

L'AP, le parti de l'ex-ministre de Franco, Fraga Iribarne, a bénéficié des 30 % des voix perdues par l'UCD, tandis que le PCE a perdu le tiers de ses voix, en faisant bénéficier le PSOE.

Désenchanté par les résultats, le secrétaire du PCE en Andalousie, Felipe Alcaraz, commentait dans *Mundo obrero* : « Je pense que nous pouvons dire que nous avons stoppé un coup violent, que nous avons résisté à l'orage de la bipolarisation et du vote utile. » Tous ceux qui s'opposent à la volonté des masses d'en finir avec le gouvernement UCD ont subi un grand coup de la part des masses.

Que le mandat des masses soit appliqué

La classe ouvrière, la paysannerie, la jeunesse qui ont mis en échec toutes les formations franquistes et bourgeoises veulent travailler, veulent la terre et veulent la liberté. Et il n'est pas possible de les conquérir avec le pouvoir des latifundiaires, avec la garde civile, avec le gouvernement de la monarchie franquiste à Madrid.

Deux jours avant les élections, la garde civile intervenait contre deux mille manifestants dans la ville de El Rubio en faisant plusieurs blessés, parce que la population exigeait de l'eau, eau qui était contrôlée par la propriété d'exploitation de bétail du duc del Infantado.

Dans les mois prochains, la bipolarisation va s'accroître et s'étendre. D'un côté, le franquisme en décomposition, de l'autre l'immense majorité de la population, avec la classe ouvrière à sa tête. Il ne peut en être autrement. Mais le patronat et le gouvernement ont répondu à la victoire ouvrière et des masses avec de nouvelles attaques contre les conditions générales de vie.

Avec deux millions cinq cent mille chômeurs officiels, l'Espagne est le pays industrialisé ayant le plus haut taux de chômage de toute l'OCDE. Dans les derniers six mois, un million six cent mille postes de travail ont été perdus au rythme de 1 000 par jour. Dans la dernière période, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 20 %.

Les « plans de restructuration » du gouvernement et du patronat en accord avec les bureaucraties syndicales supposent immédiatement le licenciement en masse de 20 % des travailleurs de l'électro-ménager et des aciéries spéciales, de 30 % de l'équipement électrique automobile, de 25 % des grands chantiers navals, ainsi que de 15 % du secteur textile et de la sidérurgie intégrale...

A toutes ces agressions, la classe ouvrière a répondu par des occupa-

tions d'usines, des manifestations de masse et la grève. Tel est le cas de Cala (Huelva), de 150 000 travailleurs des Asturies, de Martorell et Getafe. C'est la lutte pour l'unité, pour la majorité ouvrière et la grève générale contre le franquisme en décomposition. La victoire des masses en Andalousie est l'expression la plus élevée de ce mouvement.

C'est pourquoi les masses exploitées d'Andalousie exigent que soient expropriés les latifundiaires, que la banque soit nationalisée, qu'on en finisse avec les budgets de misère pour les retraités, que la Sécurité sociale ne soit pas privatisée. C'est l'aspiration de toute la classe ouvrière, de tous les peuples.

De nouvelles manifestations de la crise politique

Le développement de la lutte des classes, sa bipolarisation conduisent à l'affrontement inévitable entre les classes. C'est pourquoi la contre-offensive de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat sur le terrain de l'OTAN, des accords avec les Etats-Unis, contre le droit au travail et au salaire, en contradiction radicale avec les relations politiques actuelles entre les classes, ne font qu'aggraver la crise de domination politique de la bourgeoisie.

Lorsque les sous-marins atomiques du Royaume-Uni quittaient Gibraltar — territoire espagnol — en direction des Malouines, la bourgeoisie espagnole oubliait ses prétentions à être « l'amie » des peuples d'Amérique latine parce que ses liens avec l'impérialisme nord-américain, ses positions africaines à Ceuta et Melilla l'obligent à défendre l'ordre impérialiste mondial.

C'est pourquoi l'UCD essaie de faire approuver aux Cortes une loi de « dotation budgétaire pour les investissements et le maintien des forces armées », avec laquelle il est prévu de dépenser 2 300 millions de pesetas en armement à un rythme de presque 1 000 millions par jour pendant huit ans. L'argent des postes de travail, la bourgeoisie espagnole l'investit en armes.

Tous les événements rendent impossible le rétablissement de la politique d'« unité nationale » en défense de la monarchie pratiquée en première ligne par l'appareil stalinien défilé en Andalousie.

L'appareil stalinien contre le changement

Les directions des Commissions ouvrières et de l'UGT ont convoqué pour les 7, 8 et 9, une journée de réflexion par rapport aux attaques du patronat et du gouvernement contre l'emploi fixe et la Sécurité sociale. Il s'agit ni plus ni moins que de combattre l'aspiration des masses à la grève générale contre le gouvernement. En même temps, le PCE menace de ne pas donner sa voix à Rafael Escudero, président de la junte d'Andalousie, voix dont il n'a d'ailleurs pas besoin car le PSOE a la majorité absolue au Parlement andalou.

Cette politique de dislocation, de division de la classe ouvrière n'est que la décision du parti stalinien de renforcer l'UCD. C'est ainsi que la direction du PCE, après sa défaite dans les élections du Parlement andalou, n'a guère rectifié son orientation de gouvernement de

« concertation nationale » pour sauver la monarchie. La perte massive de voix et spécialement dans les zones industrielles et les villes où on avait voté pour les candidats du PCE dans d'autres occasions, a amené le PC à considérer que l'« absence d'une position de centre progressiste est néfaste pour la stabilité démocratique ».

C'est la raison pour laquelle le PCE mise clairement sur une UCD dirigée par l'ex-président Adolfo Suarez, auquel il a offert sa collaboration comme la seule manière d'éviter l'opération de la grande droite ainsi que la coalition AP-PSOE.

Il est évident que Carrillo veut sauver l'UCD que les masses ont balayée. Et il dit de quelle manière : « Calvo Sotelo devrait être remplacé par Landelino Lavilla dans la Moncloa (actuel président aux Cortes) et par Adolfo Suarez à la présidence du parti au pouvoir. » (sic).

Malgré la crise et l'affaiblissement du PCE, l'appareil stalinien fait des efforts pour prolonger — encore une fois — l'agonie du régime. C'est pourquoi il se verra obligé, à proximité des élections générales, de réaliser une campagne de division contre le vote PSOE, contre le changement politique et social que les masses exigent.

Ils ne pourront pas rétablir l'unité nationale

Le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section espagnole de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » a salué la victoire ouvrière et des masses en Andalousie avec la tenue de meetings à Madrid, Barcelone, Bilbao, Valencia et Castellone, déclarant notamment :

« Depuis les résultats des élections en Andalousie, tous les travailleurs, les gens se demandent : qui doit gouverner à Madrid ? Calvo Sotelo qui a été balayé en Andalousie peut-il continuer au pouvoir ? L'actuel Cortes peut-il continuer à légiférer où la minorité de l'UCD et de l'AP sont en majorité ? Des élections générales immédiates qui reflètent la volonté démocratique ne sont-elles pas nécessaires ? »

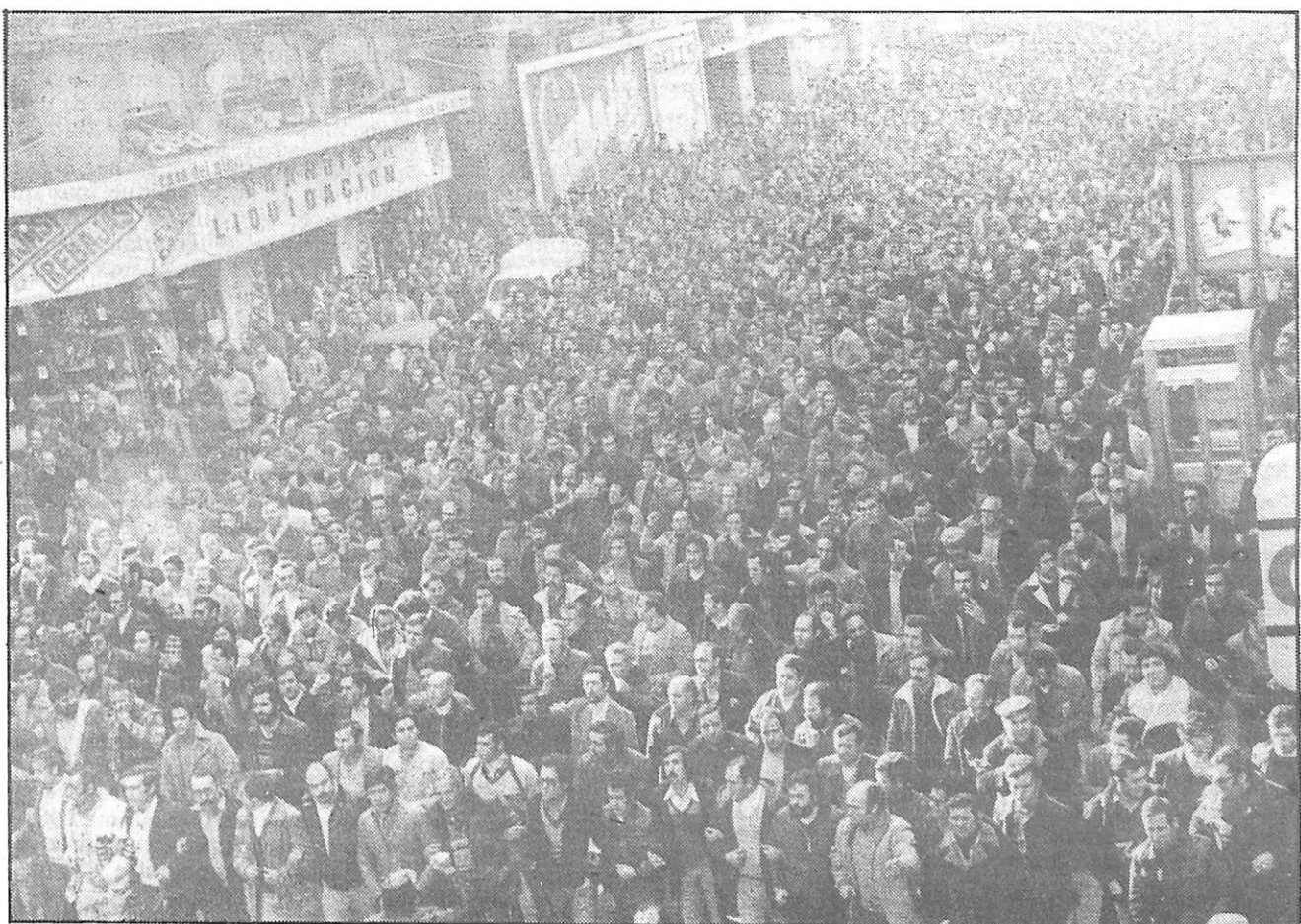
L'unité pour étendre la victoire d'Andalousie et l'unité du PSOE et du PCE, de CCOO (Commissions ouvrières) et de l'UGT, de toute la classe ouvrière pour en finir avec l'ANE (pacte social), avec la LOAPA (loi contre les autonomistes). Avec la grève générale, avec la manifestation de masse, avec le vote majoritaire pour le PSOE en mettant en échec le franquisme en décomposition, a commencé le changement.

La majorité ouvrière des gens de toute l'Espagne comme en Andalousie doit combattre pour se centraliser, pour s'imposer, pour en finir avec le gouvernement de la monarchie franquiste. Les masses se dirigent vers le vote PSOE en sanctionnant les dirigeants du PCE pour leur politique de division. Le POSI se prépare pour le prochain affrontement sur les mots d'ordre centraux :

A bas le gouvernement minoritaire UCD !
Grève générale !
Gouvernement du PSOE ! »

Madrid, le 5 juin

R. Gomez



ESPAGNE : DECLARATION DU POSI

« La majorité des putschistes est libérée »

La sentence du Conseil suprême de justice militaire concernant les événements du 23 février exige que la classe ouvrière se tienne sur ses gardes, et que les organisations ouvrières, dans l'unité, se mobilisent en défense des droits démocratiques et des libertés.

Les putschistes connus et organisateurs du 23 février ont été absous par la sentence qui ignore les inspireurs. Déjà, la plupart des putschistes sont en liberté dans les casernes de la garde civile, de l'armée, pour préserver l'armée issue du 18 juillet 1936, issue de la contre-révolution franquiste. Le tribunal, en particulier, a fait de son mieux pour « sauver » ceux qui ont obéi au roi quand celui-ci a donné l'ordre de retrait et au nom de qui ils avaient fait le coup. Ceux qui à une heure du matin ne se sont pas disciplinés ont été sanctionnés. Cela revient à légaliser le putsch de six heures de l'après-midi à une heure du matin, sa préparation, son organisation.

En outre, la sentence a absous les officiers qui, en masse, ont appuyé le putsch, et elle invite en fait les sous-officiers à appuyer toute autre tentative de putsch.

Si les Milan et Tejero ont fait sortir les chars dans la rue, ont séquestré les députés, au nom du roi, Armada a voulu imposer un gouvernement d'« ordre ». Tous voulaient attaquer les syndicats et les partis ouvriers, tous voulaient lancer une répression brutale contre le peuple, écraser les droits démocratiques. Ainsi, ils voulaient sauver la monarchie, comme ils le disaient tous. Toutes leurs plaidoiries ont été de constants appels à de nouveaux putschs.

Ils sont les instruments des patrons qui resserrent leurs rangs et qui ont fait campagne en Andalousie contre le PSOE.

Ils sont les représentants les plus exemplaires de l'appareil franquiste qui voit son pouvoir menacé par l'immense majorité travailleuse du pays. En Andalousie, la classe ouvrière unie, le peuple andalou ont montré que la majorité veut en finir avec le gouvernement des franquistes pour être libres, pour avoir une voie ouverte à la satisfaction de leurs revendications.

Le gouvernement qui, pendant un an, a appliqué les consignes des putschistes contre les libertés, contre le droit au travail, qui

aujourd'hui même veut licencier des dizaines de milliers de travailleurs du secteur naval, du groupe ITT, qui lance une escalade répressive contre le peuple basque et ses militants, a été mis en échec et a perdu son autorité, lui qui impose antidémocratiquement l'entrée dans l'OTAN.

Gouvernement qui a permis que les gardes civils qui ont pris d'assaut les Cortes ne passent pas en procès, pas plus que les inspireurs du putsch, incitant ainsi au putsch et appelant à la clémence du Conseil

suprême de justice militaire pour sauver la monarchie.

Personne ne peut croire que les travailleurs et les peuples basques vont être protégés des menaces putschistes de ce gouvernement.

Unité PSOE-PCE ! Que les organisations ouvrières appellent à la mobilisation contre les putschistes et le gouvernement complice. En finir avec le putschisme passe par la dissolution de la garde nationale, des services secrets et des états-majors qui ont organisé le putsch du 23 février.

Pour en finir avec le putschisme, il faut balayer ses complices au pouvoir. Seule la majorité travailleuse et populaire, la jeunesse, la majorité qui a vaincu en Andalousie défend la liberté. Pas un jour de plus de gouvernement minoritaire des franquistes ! A bas l'UCD et l'AP ! Dissolution de la garde civile !

Comité exécutif du
Parti ouvrier socialiste
internationaliste
(IV^e Internationale (CIR))
Madrid, 7 juin 1982

Les putschistes lors du procès.



TURQUIE

70 000 emprisonnés

La nouvelle « Constitution » préparée par la junte militaire qui a pris le pouvoir le 12 septembre 1980 sera soumise à « référendum » le 7 novembre prochain. Tout « amendement » devra être approuvé par le Conseil national de sécurité, constitué par les cinq généraux qui ont dirigé le coup d'Etat de septembre, et que préside le général Evren.

Le projet des généraux prévoit l'interdiction définitive de tous les partis ayant fonctionné sous le régime précédent ; l'assimilation de toute propagande pour le socialisme à la tentative de remettre en cause le « fondement démocratique » de l'Etat ; la répression systématique des « quatre groupes qui se placent en dehors de l'héritage de Kemal Ataturk », communistes, fascistes, fondamentalistes islamiques, minorités ethniques qui se réclament de l'autodétermination ; l'interdiction du droit de grève, etc.

70 000 emprisonnés

C'est au nom de ces principes que la dictature militaire a jeté en prison ou en camp de concentration, selon ses propres chiffres, 43 140 personnes. En fait, selon les chiffres admis

par les organisations internationales de lutte contre la répression, près de 100 000, dont 70 000 environ sont encore incarcérés. 10 000 autres sont toujours pourchassés. Parmi eux, presque tous les cadres et militants connus des organisations ouvrières et démocratiques, militants socialistes, militants communistes, militants trotskystes, militants du Parti républicain du peuple dirigé par l'ancien Premier ministre Ecevit, militants et dirigeants syndicalistes de la DISK et, en très grand nombre, militants des organisations nationalistes kurdes.

Le 11 juin, la peine de mort a été requise contre 131 membres du Parti des travailleurs kurdes, dont 2 351 militants sont jugés depuis le 8 juin à Ankara pour, selon l'acte d'accusation officiel, « tentative d'établissement d'un Etat marxiste-léniniste kurde indépendant dans les territoires de l'est et du sud-est de la Turquie ».

Le 7 juin, le procureur militaire de la loi martiale de la région de Erzincan, dans l'est du pays, a requis la peine de mort contre 259 militants de l'organisation Dev-Yol (« La Voie révolutionnaire ») accu-

sés d'avoir créé « une zone libérée autour de la ville de Fatsa, sur la mer Noire ».

On sait que la peine de mort a également été requise contre les 52 dirigeants syndicalistes de la DISK, ainsi que contre deux anciens députés du Parti républicain du peuple, accusés d'avoir tenté de « modifier » la Constitution.

L'avocat kurde en exil Serafettine Kaya estime que, depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, « 30 000 Kurdes ont été arrêtés, essentiellement intellectuels, enseignants, médecins, étudiants et syndicalistes du Kurdistan. Pendant cette période, 500 personnes environ ont été tuées par l'armée, et quelque 1 150 rendues invalides du fait de la torture. Le Kurdistan, a ajouté M^e Kaya, est traité comme une zone de guerre où plus personne n'est admis sans l'accord de l'armée, qui y a concentré les deux tiers de ses effectifs, soit environ 300 000 hommes. »

De nombreuses informations font état de tortures, d'exécutions sommaires dans les prisons. En dépit du démenti officiel, il semble que les prisonniers au nombre

sous la torture au mois d'avril dans la prison de Dyarbakir, capitale historique du Kurdistan.

La loi martiale permet d'incarcérer quiconque pendant 45 jours sans avertir la famille ni les avocats. Les avocats eux-mêmes sont soit arrêtés (comme M^e Apaydin, bâtonnier du barreau d'Istanbul, défenseur des dirigeants syndicalistes de la DISK), soit placés dans l'impossibilité d'assurer la défense des détenus.

Lors de son arrestation, M^e Apaydin a déclaré qu'il s'agissait pour la dictature de « paralyser les droits de la défense à travers tout le pays et dans tous les procès politiques. Mais, a-t-il ajouté, l'erreur est patente : le barreau d'Istanbul a survécu à la dictature du sultan Abdulhamid. Aucun pouvoir ne pourra avoir raison de lui. Quant à moi, privé du droit à la défense à la barre, je le défendrai dans le box des accusés. »

C'est dans ces conditions que le général Haig s'est rendu les 13 et 14 mai en visite officielle à Ankara. Il y a souligné « le rôle primordial du gouvernement turc dans le maintien de la paix et de la stabilité dans la région » et a apporté le soutien de Washington « au calendrier de

retour à la démocratie mis au point par le régime du général Evren ». L'impérialisme américain entend faire de la dictature militaire turque un point d'appui essentiel de son dispositif militaire dirigé contre l'URSS et une base d'intervention contre tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient.

La dictature, c'est un fait, a présentement réussi à bâillonner le peuple turc. Mais il ne suffira pas de transformer la Turquie en arsenal américain pour stabiliser durablement un pays où plus de 20 % de la population active est au chômage (et notamment plus de la moitié de la génération des 18-25 ans), où l'inflation dépasse les 35 %, où 12 millions de Kurdes (sur 35 millions de « Turcs ») n'ont aucunement renoncé, malgré la répression, à exiger leur droit à l'autodétermination, où la misère (50 % d'analphabètes, moins de 1 100 dollars de revenu par habitant, soit le sixième de l'Italie et le quart de la Grèce) sera tôt ou tard ressentie comme la rançon insupportable que le peuple est appelé à payer à la dictature militaire.

GRECE : 8 MOIS APRES LES ELECTIONS

La grève des travailleurs des banques annonce une nouvelle phase

Huit mois environ après la venue du PASOK au gouvernement, la grève des travailleurs des banques et des travailleurs des autobus du secteur public marque l'ouverture d'une nouvelle phase d'exacerbation de la lutte des classes face aux problèmes posés aux travailleurs par l'aggravation de la situation économique.

Les revendications des travailleurs des banques concernent des augmentations de salaires, ainsi que la garantie pour tous les travailleurs, qu'ils soient dans une banque publique ou privée, grecque ou étrangère, de recevoir pour une même qualification et un même échelon le même salaire. Quant aux conducteurs d'autobus du secteur public, ils exigent l'augmentation de leurs salaires et leur alignement sur ceux des travailleurs des trolley-bus du secteur public. Les grévistes se sont heurtés au refus de satisfaire leurs revendications, tant de la part du patronat que du gouvernement.

Le Premier ministre lui-même, Andreas Papandréou, s'est prononcé publiquement contre les grèves en déclarant qu'il n'était pas possible que les revendications des travailleurs soient satisfaites, car elles dépassaient les limites de la politique des revenus déterminée par le gouvernement : « *Le gouvernement, avec sa politique, a épuisé toutes les possibilités de la situation économique si difficile dont il a hérité.* »

TANDIS que le gouvernement refuse de satisfaire les revendications des travailleurs qui l'ont placé au pouvoir justement pour obtenir la satisfaction de leurs aspirations, pour en finir avec la politique d'austérité imposée par les gouvernements de la droite au compte des intérêts des capitalistes, il multiplie ses concessions face aux pressions et aux exigences de la bourgeoisie.

Dès que le PASOK est arrivé au gouvernement, toute la classe bourgeoise, avec à sa tête l'Union des industries grecques, a déchaîné une campagne de pressions afin de forcer le gouvernement à répondre à ses exigences. Chacun peut constater que cette campagne a porté ses fruits.

« Grève des investissements »

Au moment où les retraités touchent des pensions de l'Etablissement d'assurance sociale (1) avoisinant les 11 000 drachmes (2), ce qui les condamne à vivre dans des conditions de misère, le gouvernement a décidé de faire cadeau aux chefs d'entreprises de 15 milliards de drachmes sur les 35 milliards de drachmes que ces derniers doivent aux caisses d'assurance sociale.

Quant au surplus, ils le paieront en 48 mois, alors que les dettes des entreprises exportatrices seront entièrement remboursées par le public.

Contre les masses travailleuses qui leur ont infligé une défaite, les capitalistes utilisent les moyens de la lutte de classes qui leur sont propres, et entre autres l'arme de la « grève des investissements » dont ils usent pour forcer le gouvernement à abandonner tout plan de nationalisation, tel que le PASOK l'avait proclamé dans son programme. Un mois à peine après les élections, *Kathimerini*, un journal de la bourgeoisie qui exprime directement les positions de l'Union des industries grecques, écrivait : « *En effet, il existe en ce moment dans le milieu des industriels une telle confusion par rapport aux intentions du gouvernement quant à des nationalisations, que tous les programmes d'investissement sont en suspens et que les grandes industries dans leur quasi-totalité fonctionnent en deçà de leurs capacités.* »

Dans ce domaine, ce n'est pas seulement au niveau des proclamations que se situe, bien sûr, le recul du gouvernement. Car alors que Papandréou axait, avant les élec-

tions, le programme de développement économique sur la nationalisation des banques, du système de crédit et des secteurs clés de l'industrie, il proclame aujourd'hui que pour la stabilisation et le développement de l'économie, il faut s'appuyer sur « l'initiative privée ». Il s'agit là d'une série de mesures ayant un contenu concret : faire cadeau de milliards aux capitalistes.

Les banques disposeront de 1 % de leurs dépôts en faveur des prétendues entreprises en « difficulté » — parmi lesquelles se trouvent certaines des plus grandes entreprises de Grèce — dont le superendettement exprime de la façon la plus manifeste la faillite du système capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production. Le gouvernement a créé une institution spéciale du crédit pour le soutien aux entreprises « en difficulté » et dont le capital initial sera de 10 milliards de drachmes.

La bourgeoisie ne cache pas sa satisfaction à l'égard de la nouvelle « loi en faveur de l'investissement » votée récemment par l'Assemblée. Il s'agit là d'une loi qui, au-delà des subventions d'Etat aux investissements industriels, fournit sous la forme de subventions totalement gratuites 7 milliards de drachmes seulement pour l'année 1982 afin d'aider aux investissements qui se réaliseront à partir de la nouvelle loi. Tandis que le gouvernement offre des milliards aux capitalistes, l'inflation, qui est à peu près au même niveau que l'année dernière (le rapport de l'OCDE sur la Grèce prévoit une inflation de 28 % pour 1982), entame quotidiennement le revenu des travailleurs.

Les travailleurs exigent la satisfaction de leurs revendications

Cependant, les travailleurs ont imposé ce gouvernement pour qu'il satisfasse leurs revendications contre la bourgeoisie. Ils n'en renoncent pas à cet objectif. Bien que le gouvernement jouisse des illusions des masses, ces illusions ont leur dynamique propre car elles contiennent un noyau d'aspirations de classe dont les travailleurs exigent satisfaction de la part du gouvernement ; mais la satisfaction de ces aspirations est incompatible avec une politique gouvernementale conforme aux exigences des industriels et des banquiers.

La grève des travailleurs des banques et des autobus exprime tout un processus qui mûrit parmi les travailleurs : ils peuvent par leurs mobilisations arracher la satisfaction de leurs revendications. Même quand ils veulent « aider » le gouvernement, ils ne peuvent le faire qu'avec leurs moyens propres, les moyens de la lutte de classe. Le gouvernement a dénoncé la grève des travailleurs des banques comme « minant le gouvernement et le changement ».

Rejetant cette accusation, des syndicalistes du PASOK, participant à la grève des banques, ont dit d'une manière bien caractéristique : « *Nous ne minons pas le gouvernement. Par notre lutte, nous l'aidons à avancer, à prendre des mesures, s'il le veut.* »

Un fait lourd de signification et de conséquences tant pour les déve-

loppements plus généraux du mouvement ouvrier que pour les processus en cours à l'intérieur du PASOK lui-même, c'est que les deux grèves ont été déclenchées par des syndicalistes du PASOK. Et malgré des exclusions du PASOK de cadres syndicaux qui avaient pris position pour la grève, malgré le départ du conseil général de la Fédération des travailleurs des banques de dirigeants syndicaux qui s'étaient alignés sur la politique gouvernementale, malgré les tentatives de briser la grève, au moment où cet article est écrit, la grève est entrée dans sa troisième semaine et compte une participation extrêmement élevée des travailleurs.

« La liaison entre les augmentations de salaires et les dividendes des actionnaires est inadmissible ! »

La satisfaction des revendications des travailleurs est inconciliable avec les intérêts des banquiers et des industriels. La grève des banques en est une bonne illustration. Comme le dit à juste titre le communiqué de presse de la Fédération des travailleurs des banques : « *Il est intéressant de souligner que le patronat, dans son effort pour justifier son refus, a évoqué des éléments économiques qu'il a mis en relation avec les dividendes des actionnaires, en disant que les actionnaires ne verront leurs dividendes augmenter que de 12 %. Cette comparaison des augmentations de salaires des travailleurs avec les dividendes des possesseurs de capitaux est inadmissible.* »

Les travailleurs ont voté pour le PASOK pour chasser du gouvernement la « Nouvelle Démocratie », représentant politique direct de la bourgeoisie. Ils ont doté le PASOK d'une majorité absolue de députés. Ils ont donné aux deux partis ouvriers, le PASOK et le PCG, 60 % des voix et une majorité écrasante de députés. Le gouvernement du PASOK, s'appuyant sur cette majorité à l'Assemblée et dans le pays, a les moyens de prendre des mesures contre le capital et de satisfaire les revendications des travailleurs.

Les travailleurs, les militants du PASOK eux-mêmes commencent à se poser des questions : pourquoi le gouvernement ne réalise-t-il pas les nationalisations ? Comment faire face au chômage montant ? A l'inflation qui réduit chaque jour nos revenus ? Pourquoi, avec la « loi en faveur des investissements », octroie-t-on des milliards aux industriels qui refusent toute nouvelle embauche et organisent les licenciements ? Les travailleurs considèrent le gouvernement du PASOK comme leur gouvernement. Mais justement parce qu'ils le considèrent comme le leur, ils le chargent de leurs aspirations.

Toute la situation objective pose l'alternative suivante : ou bien le gouvernement cède aux pressions des capitalistes et exerce une politique conforme à leurs exigences, ou bien le gouvernement, s'appuyant sur la majorité qui existe à l'Assemblée et dans le pays, satisfait les revendications des travailleurs, prend des mesures radicales contre

les capitalistes, rompt avec la bourgeoisie.

Les concessions du gouvernement envers l'Union des industries grecques, envers les capitalistes et les banquiers ne les apaiseront pas. Au contraire, chaque concession nourrira de nouvelles exigences de leur part. Les masses ont infligé une défaite à la bourgeoisie le 18 octobre 1981. Les capitalistes ne se tranquilliseront pas ; ils veulent prendre leur revanche sur les travailleurs.

Ils feront pression sur le gouvernement du PASOK pour lui arracher de plus en plus de concessions, de nouvelles mesures contre les intérêts des travailleurs. Cependant, ils ne considèrent pas ce gouvernement comme le leur, car ils savent bien que ce gouvernement — même s'il applique une politique conforme à leurs intérêts — est le produit d'une défaite que les travailleurs leur ont infligée. Ils veulent reprendre en mains le contrôle direct du pouvoir politique.

Une nouvelle phase est en train de mûrir

Le rédacteur du journal *Kathimerini* écrit avec une clarté politique et un cynisme étonnants : « *C'est non sans préjugés que les classes productrices (pour le rédacteur du journal, il s'agit des capitalistes - NDLR) apprécient les ouvertures du gouvernement en politique intérieure. Dans ce domaine aussi, la disparition de la méfiance créée par le dogmatisme socialiste antérieur du PASOK exigera probablement plus de garanties et de concessions de sa part que celles qu'aurait été obligé de réaliser le gouvernement de la Nouvelle démocratie (...).* »

Selon la « théorie » de ces cadres (du PASOK), il est sûr que le gouvernement se heurtera à partir de l'automne à une importante vague de grèves en raison de l'exacerbation des problèmes économiques au début de l'hiver. Si donc, disent les mêmes cadres, le gouvernement frappe maintenant l'organisation syndicale la plus résistante, il assurera alors une longue période de paix dans les relations du travail, car quelle branche osera se mobiliser après la soumission des travailleurs des banques ?

Il semble que ce scénario cynique a charmé au début M. Papandréou et il a fait les déclarations malheureuses que l'on sait et qui, par la suite, se sont retournées contre lui, puisque les travailleurs des banques non seulement n'ont pas cédé, mais ont continué avec plus d'obstination la grève. »

Il est sûr que l'aggravation de la situation économique, dans une situation où aucune des classes ne peut renoncer à ses objectifs, prépare et alimente les conditions d'un heurt frontal entre les classes dont nous ne pouvons prévoir les formes et les rythmes. Cependant, il est certain que la grève des travailleurs des banques et des autobus n'est pas un cas isolé, mais le signe annonciateur des mobilisations les plus larges.

(1) Sécurité sociale des travailleurs du secteur privé.
(2) 10 drachmes représentent un franc.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Forgue, Luis Favre, Humberto Campodonico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 56 413

Gamma : Francolon - page 3, Abbas - page 5, Comiti - page 7, Moura - page 11, Sygma : Chauvel - page 8, Ledru - page 9, Atlan - page 11, Cambio - page 15. AFP : page 1, SIPA-Press : page 13. Roger Viollet : page III. C. Avril : page 1. DR : pages 1, 6, 14 et IV.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F
Europe pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F
..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris